



Conseil de sécurité

Distr. générale
13 décembre 2013
Français
Original : anglais

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1540 \(2004\)](#)

Note verbale datée du 13 décembre 2013, adressée au Président du Comité par la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité et, se référant à la résolution [1540 \(2004\)](#), a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le plan d'action national de mise en œuvre du Royaume-Uni et les annexes qui s'y rapportent*.

* Le présent rapport comporte un tableau, soumis par le Royaume-Uni, uniquement en anglais, langue originale dans laquelle il a été établi, ainsi qu'en a convenu le Comité.



**Annexe I à la note verbale datée du 13 décembre 2013
adressée au Président du Comité par la Mission
permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Plan d'action national de mise en œuvre
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord sur l'application de la résolution 1540 (2004)
du Conseil de sécurité**

I. Introduction

1. Le Royaume-Uni est heureux de présenter son plan d'action national de mise en œuvre et quatrième rapport sur l'application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité (annexe II.)
2. Un tableau indiquant la manière dont les mesures évoquées dans ces documents se rapportent à la résolution 1540 (2004) figure à l'annexe III.

Contexte

3. La résolution 1540 (2004) oblige tous les États à s'abstenir d'apporter un appui, quelle qu'en soit la forme, à des acteurs non étatiques qui tenteraient de mettre au point, de se procurer, de fabriquer, de posséder, de transporter, de transférer ou d'utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou leurs vecteurs.
4. La résolution impose à tous les États des obligations contraignantes consistant à prévenir la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques et de leurs vecteurs et à mettre en place des dispositifs de contrôle appropriés pour les éléments connexes, de manière à empêcher leur trafic. Elle encourage également le renforcement de la coopération internationale à cet égard.
5. Le 20 avril 2011, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1977 (2011) qui réaffirmait que la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques et de leurs vecteurs constituait une menace pour la paix et la sécurité internationales et prorogeait le mandat du Comité 1540 pour une durée de 10 ans, jusqu'en 2021.
6. La résolution 1977 (2011) engage tous les États à établir, à titre volontaire, un plan d'action national de mise en œuvre et à le présenter au Comité 1540.

Stratégie du Royaume-Uni en matière de sécurité

7. La stratégie nationale du Royaume-Uni en matière de sécurité définit les structures que nous devons mettre en place pour réagir promptement et efficacement face à des menaces nouvelles et en évolution. Elle détermine les risques les plus immédiats qui pèsent sur notre sécurité et les moyens de les enrayer.
8. Le Conseil national de sécurité est chargé de superviser la mise en œuvre de la stratégie nationale de sécurité. Présidé par le Premier Ministre, le Conseil comprend des ministres et des chefs de l'armée et des services de renseignement.

9. La Stratégie nationale de sécurité a fait du terrorisme international menaçant le Royaume-Uni ou ses intérêts, notamment de l'attentat à l'arme chimique, biologique, radiologique ou nucléaire par des terroristes, un risque prioritaire. La stratégie nationale de lutte contre la prolifération du Royaume-Uni définit le cadre de l'action gouvernementale en faveur de l'atténuation de ce risque. Entérinée par le Conseil national de sécurité, elle s'articule autour de trois objectifs principaux :

- a) Priver les terroristes des matières et des compétences leur permettant de fabriquer et d'utiliser des armes de destruction massive;
- b) Ôter la possibilité aux États de se procurer des armes de destruction massive ou des armes classiques sophistiquées;
- c) Soutenir l'action que mènent l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes et traités pour nous aider à atteindre nos objectifs avec le concours de la communauté internationale et qui est le fondement de la sécurité et de la prospérité mondiales. Le Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth est chargé de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la prolifération et le Ministre des affaires étrangères en assure la conduite.

Coordination et mise en œuvre des politiques

10. Le Comité chargé de la mise en œuvre de la politique de lutte contre la prolifération, présidé par le Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth est le principal mécanisme de coordination et de suivi des activités menées par les services gouvernementaux pour combattre la prolifération. Le Comité est composé de responsables de tous les services d'élaboration de politiques compétents, notamment du Cabinet, du Ministère de la défense, du Ministère de l'énergie et des changements climatiques, du Ministère des innovations et des compétences commerciales, de l'Administration fiscale et douanière, du Ministère du Trésor et des organismes de renseignement.

11. Le Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth préside régulièrement des réunions de services intergouvernementaux à l'occasion desquelles sont examinées des politiques relatives à d'importants instruments internationaux sur la non-prolifération, y compris : le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, en collaboration avec le Ministère de la défense et le Ministère de l'énergie et des changements climatiques; la Convention sur les armes chimiques, en coopération avec le Ministère de la défense, le Ministère de l'énergie et des changements climatiques et le Laboratoire scientifique et technique de la défense et la Convention sur les armes biologiques et à toxines, avec le concours du Ministère de la défense, du Ministère de l'énergie et des changements climatiques, du Ministère des innovations et des compétences commerciales, du Laboratoire scientifique et technique de la défense, du Ministère de l'intérieur, du Ministère de la santé, du Ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales, du Ministère de la science, de l'Organisme de protection sanitaire, de la Police métropolitaine, de la Direction de la santé et de la sécurité, du Bureau de la sécurité nationale et de la lutte antiterroriste, l'Agence des normes alimentaires, l'Agence de la santé animale et des laboratoires vétérinaires et l'Agence de recherche sur l'alimentation et l'environnement.

12. Les délégations du Royaume-Uni aux réunions internationales organisées dans le cadre de la lutte contre la prolifération sont composées de responsables de divers ministères dont ceux des affaires étrangères et du Commonwealth, de la défense et de l'énergie et des changements climatiques. Elles sont renforcées par des membres de l'industrie et l'Organisme de réglementation nucléaire.

Objectifs fixés

13. Le Royaume-Uni a toujours été adepte d'un système international fondé sur le respect de certaines règles et dont les organisations, groupes spéciaux, traités et régimes constitutifs s'attachent à limiter le nombre d'États dotés d'armes nucléaires, de leurs vecteurs ou de moyens conventionnels sophistiqués ou cherchent à s'en procurer. En contribuant à l'instauration de ce système, le Royaume-Uni s'emploie à :

- Renforcer les engagements internationaux pris dans le cadre de traités sur la non-prolifération comme le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la Convention sur les armes biologiques et à toxines et la Convention sur les armes chimiques;
- Apporter un soutien financier, technique et diplomatique aux organismes internationaux qui favorisent et suivent leur mise en œuvre tels que l'AIEA et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques;
- Jouer un rôle de premier plan au sein de certaines instances dont le Sommet sur la sécurité nucléaire, l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire et le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive des matières connexes, lancé par le Groupe des Huit;
- Renforcer l'application de régimes de contrôle des exportations et l'adoption, l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives et de régimes de type nouveau : Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, Traité sur le commerce des armes et Traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles; et montrer l'exemple en termes de pratiques propres en matière de sécurité intérieure et de contrôle des exportations.

14. Pour atteindre ces objectifs, nous nous employons à :

- Encourager les États à améliorer la sécurité nucléaire et biologique à veiller à ce que des données scientifiques revêtant un caractère sensible ne soient pas utilisées à des fins hostiles;
- Perturber les réseaux de prolifération, en aidant d'autres à appliquer les sanctions et les régimes d'exportation de manière plus rigoureuse;
- Appuyer la communauté internationale dans son action de lutte contre le financement de la prolifération en œuvrant de concert avec les banques en vue d'identifier les sociétés écrans et geler les avoirs;
- Empêcher la livraison de vecteurs;
- Promouvoir l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Manière d'induire le changement

15. Par le biais de notre réseau diplomatique, nous nous attachons à mieux comprendre les agents qui dictent la politique que mènent certains pays prioritaires, dont le gouvernement, l'industrie et la société civile et à exercer une influence sur eux. Nos missions auprès d'institutions et d'organisations internationales à Vienne, à New York, à Genève et à La Haye jouent un rôle crucial dans l'instauration, le renforcement et le maintien d'un système international dont le fonctionnement obéit à un certain nombre de règles.

16. En tant que pays assurant l'une des vice-présidences du Comité créé par la résolution 1540 (2004), le Royaume-Uni collabore avec des États Membres de l'ONU pour mieux contribuer à la mise en œuvre universelle de la résolution.

17. Nous collaborons avec des organisations internationales telles que l'AIEA, et dans le cadre d'initiatives comme le Partenariat mondial pour apporter, par l'octroi d'un soutien technique et financier, des améliorations concrètes à la sécurité des matières, des connaissances et du savoir-faire dans des pays partenaires; favoriser le débat et assurer la formation afin d'aider à renforcer l'action et les moyens des partenaires et à maintenir des compétences techniques et scientifiques internes dans les domaines de la non-prolifération, de la maîtrise des armes et de la sécurité des armes chimiques, biologiques et nucléaires.

18. Les moyens de contrôle et d'application du régime des exportations du Royaume-Uni nous permettent de maintenir un système national de contrôle des exportations et de renforcer le régime international du même nom.

Stratégie de lutte antiterroriste du Royaume-Uni

19. L'action du Royaume-Uni en matière de lutte contre le terrorisme est menée par le Conseil national de sécurité et coordonnée par le Bureau chargé de la sécurité et de la lutte antiterroriste au sein du Ministère de l'intérieur. La stratégie antiterroriste du Gouvernement, CONTEST, est axée sur quatre domaines d'intervention clefs :

Poursuites : déceler des attaques prévues par des terroristes, les enrayer et en poursuivre les auteurs;

Prévention : empêcher des personnes de devenir des terroristes ou de soutenir le terrorisme;

Protection : renforcer notre protection contre une attaque terroriste;

Préparation : atténuer les effets d'une attaque terroriste.

20. Le Bureau chargé de la sécurité et de la lutte antiterroriste coordonne les activités internes et internationales visant à protéger le Royaume-Uni contre le terrorisme, notamment en utilisant la science et la technique pour contrer la menace qu'il représente, et en aidant l'industrie de la sécurité du Royaume-Uni à exporter des produits et des compétences vers d'autres pays.

II. Mise en œuvre par le Royaume-Uni de la résolution 1540 (2004)

Sécurité nucléaire

21. Outre le rôle dynamique qu'il joue dans le cadre d'initiatives et de réunions internationales comme l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire et le Sommet sur la sécurité nucléaire, le Royaume-Uni s'attache à renforcer la sécurité nucléaire mondiale en soutenant l'action de la communauté internationale visant à :

- Améliorer la sécurité des matières nucléaires dans le monde;
- Réduire le nombre de sites abritant des matières nucléaires;
- Empêcher l'acquisition par les terroristes d'informations et de compétences en matière de prolifération;
- Promouvoir le respect des conventions internationales pertinentes;
- Aider les États à appliquer pleinement la résolution 1540;
- Fournir des compétences pour appuyer les programmes de sécurité nucléaire de l'AIEA.

Non-prolifération

22. Le Royaume-Uni œuvre au désarmement nucléaire et fait partie des 189 États qui ont signé le Traité sur la non-prolifération nucléaire dont l'objet est d'enrayer la propagation des armes nucléaires, devant mener, à terme, à leur élimination. Il appuie pleinement l'objectif de non-prolifération, de désarmement nucléaire et d'utilisation de la technologie et de l'énergie nucléaires à des fins pacifiques défini dans le Traité.

Sécurité nucléaire nationale

Industrie nucléaire civile

23. Le Royaume-Uni s'est doté d'un solide cadre réglementaire qui lui permet d'assurer la sécurité de l'industrie nucléaire civile, notamment de la protéger contre le vol de matières nucléaires.

24. L'organisme indépendant de réglementation de la sécurité, le Bureau de réglementation de la sécurité nucléaire, exige de l'industrie qu'elle mette en place et soumette à son approbation des mesures de sécurité destinées à assurer la protection des :

- Matières nucléaires détenues dans diverses installations;
- Matières nucléaires transportées à l'intérieur du Royaume-Uni, entrant et sortant de ses ports et à bord de ses navires dans des eaux internationales;
- Informations nucléaires de nature sensible se rapportant à la sécurité d'installations nucléaires et de matières nucléaires en cours de transport;
- Informations et technologies nucléaires de caractère sensible posant un risque de prolifération.

25. Des agents de police armés membres des services de police civile chargés du nucléaire protègent les sites nucléaires civils les plus sensibles et les matières nucléaires transportées.

26. En outre, une série d'infractions pénales sont prévues pour assurer la sécurité de l'industrie nucléaire civile. Il s'agit notamment de la divulgation non autorisée de techniques d'enrichissement de l'uranium posant un risque de prolifération et de toute intrusion sur un site nucléaire autorisé. Ces infractions sont passibles de sanctions pénales, notamment de peines de prison, qui ont un effet dissuasif sur d'éventuels contrevenants.

27. En 2011, une équipe d'experts en sécurité nucléaire dirigée par l'AIEA a effectué une visite au Royaume-Uni. Cette mission du Service consultatif international pour la protection physique a évalué le cadre juridique et réglementaire de protection des matières et des installations nucléaires ainsi que le respect de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et des directives de l'AIEA en matière de sécurité nucléaire. La mission a conclu que le Royaume-Uni disposait d'une sécurité nucléaire solide.

Sécurité nucléaire non civile

28. Le Royaume-Uni met la même rigueur à empêcher le vol ou le sabotage de matières nucléaires non civiles que dans le cas de l'industrie nucléaire civile.

29. La police et les forces armées relevant du Ministère de la défense jouent un rôle équivalant à celui des membres des services de police civile chargés du nucléaire dans les sites militaires. La sécurité des sites non civils cadre avec les orientations énoncées, notamment dans la publication de l'AIEA intitulée *Recommandations de sécurité nucléaire sur la protection physique des matières et des installations nucléaires* (INFCIRC/225/Rev.5).

30. Le Royaume-Uni collabore étroitement avec les partenaires internationaux pour assurer l'application de normes internationales communes en matière de sécurité, notamment par le biais d'évaluations conjointes et d'échange de meilleures pratiques.

Armes chimiques

31. La Convention sur les armes chimiques interdit la mise au point, la production, le stockage, le transfert et l'utilisation d'armes chimiques. Le Royaume-Uni l'a signée et ratifiée et s'acquitte pleinement de l'ensemble des obligations qui lui incombent au titre du régime de vérification de la Convention, notamment en présentant des déclarations annuelles à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et en facilitant les inspections des sites de l'industrie chimique et de la défense par les inspecteurs de l'Organisation.

32. Le Royaume-Uni appuie la destruction des stocks d'armes chimiques qui restent dans le monde et s'emploie à encourager tous les États à appliquer pleinement la Convention sur les armes chimiques au niveau national.

Armes biologiques

33. La Convention sur les armes biologiques et à toxines vise à empêcher les États d'acquérir ou de détenir des armes biologiques et à toxines et à écarter tout risque de voir des États ou des terroristes les utiliser.

34. Elle n'est pas dotée d'un système de vérification permettant de s'assurer du respect par les États de ses dispositions. Pour établir qu'il s'y conforme, le Royaume-Uni soumet des données, des déclarations et des détails entrant dans le cadre de mesures de confiance au Bureau des affaires de désarmement du Secrétariat de l'ONU.

Programmes d'États

35. L'existence d'un cadre juridique international sous-tendu par une série de conventions et de traités ne suffit pas, à lui tout seul, à dissuader certains pays de s'attacher à mettre au point, à produire ou, dans certains cas, à vendre des armes de destruction massive. Le Royaume-Uni s'emploie, par le biais d'organisations et de groupements régionaux, à réduire, par des moyens pacifiques, la menace posée notamment par les programmes nucléaires de la République islamique d'Iran et de la République populaire démocratique de Corée et à remédier aux problèmes découlant de la possession d'armes chimiques par la République arabe syrienne.

36. Le Royaume-Uni s'attache séparément à dissuader des entreprises et des particuliers de soutenir les activités de réseaux qui leur prêtent appui.

Partenariat mondial

37. Instauré en 2002 par le Groupe des Huit, le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes est une initiative multilatérale de non-prolifération qui coordonne des programmes de travail visant à empêcher des terroristes et autres proliférateurs d'acquérir des armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires de destruction massive et des matières connexes.

38. Le Royaume-Uni continue d'apporter une contribution importante au Partenariat mondial et a, dans le cadre de son exercice de la présidence du Groupe des Huit en 2013, également assuré celle du Partenariat mondial.

39. Sous la présidence du Royaume-Uni, le Partenariat mondial a établi des mécanismes pour mieux faire correspondre les fonds et les compétences des partenaires avec les exigences précises en matière de sécurité, et améliorer la coordination et la mise en œuvre des projets. Nous avons également organisé une réunion de sensibilisation avec des experts du Comité 1540 pour encourager tous les États à communiquer des informations conformément aux obligations qui leur incombent en vertu de la résolution.

Programme de réduction des menaces à l'échelle mondiale

40. Le Programme de réduction des menaces à l'échelle mondiale correspond à la plus large contribution du Royaume-Uni au Partenariat mondial. Nous travaillons à des programmes qui visent à :

- Améliorer la sécurité des matières fissiles;
- Réduire le nombre de sites contenant des matières nucléaires et radiologiques sensibles et à améliorer la sécurité des sites restants;
- Atténuer les risques de prolifération des compétences et matières biologiques;
- Empêcher des terroristes d'obtenir des informations et d'acquérir des compétences présentant un risque de prolifération.

41. Le Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth est chargé de la politique régissant le Programme de réduction des menaces à l'échelle mondiale, qu'il supervise en tant qu'organisme chef de file, dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la prolifération. Le Département de l'énergie et des changements climatiques fournit les éléments du programme en rapport avec la sécurité nucléaire et radiologique et le Ministère de la défense assure la destruction des armes chimiques et gère les éléments biologiques du programme.

42. Le Département de l'énergie et des changements climatiques et le Ministère de la défense disposent d'équipes internes qui veillent à l'administration du portefeuille du programme. Le premier fait appel aux compétences de l'industrie, choisies selon un appel d'offres international lancé conformément à des règles d'achat établies par le Gouvernement et l'Union européenne, pour gérer le projet et les risques qui y sont associés et fournir l'assistance technique nécessaire.

43. Les ressources que le Royaume-Uni consacre au soutien et au renforcement des activités de l'AIEA, et qui s'élèvent actuellement à 3 millions de livres sterling par an, sont canalisées par le Programme.

Système d'approbation universitaire technologique

44. Au Royaume-Uni, le Système d'approbation universitaire technologique est chargé de mettre un terme à la propagation de connaissances et de compétences acquises dans le cadre de programmes universitaires et susceptibles de servir à la prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs.

45. Les institutions universitaires sont tenues de se conformer aux modalités d'octroi de visas d'entrée au Royaume-Uni. Tous les étudiants qui comptent entrer au Royaume-Uni ou y demeurer plus de six mois pour y faire des études de troisième cycle ou de la recherche dans certaines disciplines, dont la liste est précisée, devront selon les dispositions prévues par le Système, obtenir un certificat.

Protection des frontières

46. Le Service chargé de la surveillance des frontières, qui relève du Ministère de l'intérieur, a pour tâche de sécuriser les frontières du Royaume-Uni. Il est doté d'une capacité de détection radiologique et nucléaire appelée « Cyclamen ».

47. Ce mode de détection fait appel à un mélange d'équipement fixe et mobile permettant de filtrer des véhicules, des conteneurs, du fret aérien et des piétons pour détecter la présence de matières radioactives et nucléaires.

48. La loi de 1979 sur l'administration des douanes et des contributions indirectes confère aux agents de l'Administration fiscale et douanière et du Service chargé de la surveillance des frontières, aux policiers, aux garde-côtes ou aux forces armées le pouvoir (sous réserve des droits de passage innocent par des eaux territoriales au titre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer) de stopper et de fouiller des véhicules ou des navires soupçonnés de transporter des marchandises interdites.

49. Les douaniers sont habilités à réclamer des informations sur des marchandises importées ou exportées. Lorsqu'il y a lieu de croire qu'une déclaration au sujet de la destination finale des marchandises est fausse, celles-ci peuvent être mises sous séquestre ou saisies, et en définitive, confisquées.

50. Le Service chargé de la surveillance des frontières a mis en place, dans le système de l'Administration fiscale et douanière du système de manutention de produits d'importation et d'exportation sous douane, des mesures visant à empêcher des importations non autorisées d'uranium et de plutonium. Les agents du Centre national de dédouanement procéderont aux vérifications des déclarations en douane pour l'importation, notamment pour s'assurer que les licences d'importation y sont. Le Service national de lutte contre la criminalité, qui sera pleinement opérationnel d'ici à décembre 2013, assumera certaines des responsabilités du Service chargé de la surveillance des frontières.

Octroi de licences d'exportation

51. Le Royaume-Uni s'est joint à d'autres gouvernements à travers le monde pour exercer ensemble un contrôle sur les exportations de manière à écarter tout risque de prolifération des armes de destruction massive. Il y a quatre principaux régimes internationaux de contrôle des exportations :

- Le Groupe de l'Australie, conçu pour harmoniser les mesures de contrôle des exportations visant à enrayer la prolifération d'armes chimiques et biologiques;
- Le Régime de contrôle de la technologie des missiles dont l'objet est d'empêcher la prolifération de systèmes de lancement automatique capables de porter des armes de destruction massive;
- Le Groupe des fournisseurs nucléaires chargé d'arrêter et de mettre en œuvre des directives en matière d'exportation d'armes nucléaires et d'armes connexes;
- L'Arrangement de Wassenaar qui a été établi pour assurer la transparence et une plus grande part de responsabilité dans les transferts d'armes classiques et de biens et de technologies sensibles à double usage.

52. L'Organisation de contrôle des exportations relevant du Département des innovations et des compétences commerciales est l'autorité nationale chargée de la réglementation ainsi que de l'évaluation et de l'octroi de licences d'exportation stratégiques aux exportateurs du Royaume-Uni.

53. Le système de contrôle des exportations du Royaume-Uni découle des régimes internationaux de contrôle des exportations, de la législation nationale et de celle de

l'Union européenne. Le Département des innovations et des compétences commerciales ne s'occupe que du contrôle des produits stratégiques qui comprennent notamment :

- Des articles et pièces qui ont été spécifiquement conçus ou modifiés à des fins militaires;
- Des articles à double usage (pouvant être utilisés à des fins civiles ou militaires), qui répondent à certaines normes techniques précises et certaines de leurs composantes;
- Des technologies et des logiciels connexes dans les deux cas susmentionnés;
- Des produits susceptibles de servir à la torture ou à la répression interne;
- Des sources radioactives réputées de haute activité.

54. Les mesures de contrôle résultent également de décisions et de réglementations de l'Union européenne donnant effet aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU en rapport avec des sanctions arrêtées contre des États.

Trafic de produits illicites

55. L'Organisation de contrôle des exportations applique généralement les mêmes règles aux marchandises passant par des ports ou aéroports du Royaume-Uni (transit et transbordement) qu'aux exportations à partir du Royaume-Uni et au commerce de produits militaires en dehors du Royaume-Uni (souvent dénommé classique et courtage) lorsqu'il s'agit d'un ressortissant ou d'une société britannique. Un contrôle est également exercé sur les biens et matières chimiques, bactériologiques, radiologiques et nucléaires grâce à la liste de l'Union européenne consacrée aux produits à double usage et, en vertu de la législation de l'Union européenne, un contrôle en matière de courtage s'applique aux articles à double usage figurant sur la liste et tombant directement sous le coup de la loi en vigueur au Royaume-Uni.

Contrôle de l'utilisation finale

56. Des demandes d'octroi de licences sont requises dans le cadre de la législation en matière de contrôle des exportations lorsque l'exportateur sait ou soupçonne que des produits exportés ne figurant pas sur la liste peuvent être utilisés ou seront utilisés en rapport avec des armes de destruction massive.

57. Un contrôle de l'utilisation à des fins militaires est prévu pour des destinations entrant dans le champ d'application d'embargos sur les armes.

Suite donnée à des demandes d'octroi de licences d'exportation

58. L'Organisation de contrôle des exportations examine les demandes d'octroi de licences d'exportation en fonction des critères communs Union européenne/Royaume-Uni sur les licences d'exportation d'armes. Elle consulte des services gouvernementaux dans le cadre du processus de prise de décisions s'y rapportant, notamment :

- Le Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth sur les engagements pris au niveau international, les droits de l'homme et les questions de sécurité régionale;
- Le Ministère de la défense sur la capacité militaire, les moyens en matière de sécurité et les risques de détournement;
- Le Ministère du développement international sur les questions de développement;
- Le Département de l'énergie et des changements climatiques sur les questions énergétiques, nucléaires et chimiques.

59. L'Organisation de contrôle des exportations collabore étroitement avec des associations de commerce industriel dont le Groupe exportateur pour l'aérospatiale et la défense et le Comité de coordination des exportations liées à la sécurité de l'électronique et des communications, instance politique en matière de législation s'intéressant particulièrement aux exportations de produits à double usage et à la portée ainsi qu'à la mise en œuvre de mesures de contrôle des exportations.

60. Le Royaume-Uni actualise les mesures de contrôle des exportations pour tenir compte de l'évolution de la politique étrangère et de celle de la sécurité, de même que des régimes de contrôle des exportations et de non-prolifération.

Application des mesures de contrôle des exportations et du commerce, de sanctions et d'embargo

61. En tant qu'autorité douanière du Royaume-Uni, l'Administration fiscale et douanière est chargée d'assurer l'application de la politique douanière de l'Union européenne et le respect par le Royaume-Uni de ses obligations douanières vis-à-vis de l'Union européenne et des instances internationales. La responsabilité lui incombe également d'appliquer les mesures de contrôle des exportations de produits stratégiques, de sanctions et d'embargo relatives à la circulation des biens.

62. L'Administration fiscale et douanière élabore et gère des mesures de contrôle des exportations et du commerce de produits stratégiques, de même que la politique d'application des sanctions, en collaboration avec les instances intergouvernementales chargées de la lutte contre la prolifération. Elle dispose d'un personnel spécialisé qui mène des enquêtes criminelles et gère les renseignements recueillis dans ce domaine.

63. Les vérifications des déclarations en douane sur les importations et les exportations et des pièces justificatives sont effectuées par le personnel de l'Administration au Centre national de dédouanement. Il s'agit notamment de vérifier les licences d'exportation octroyées par le Département des innovations et des compétences commerciales. Les exportateurs du Royaume-Uni font l'objet d'un audit de la part du personnel d'assurance de l'Administration qui procède à des vérifications de licence sur les préexportations effectuées dans le cadre de transferts de produits assujettis à un contrôle au sein de l'Union européenne. Les marchandises en transit ou en transbordement sont également soumises à des vérifications.

64. L'Administration fiscale et douanière détermine toutes violations des régimes de contrôle des exportations de produits stratégiques et prend une série de mesures compte tenu de la particularité de chaque cas. Elle mène des enquêtes en vue d'engager des poursuites dans des cas où les mesures de contrôle des exportations et

du commerce ou les sanctions auraient été délibérément violées, ou encore dans des cas graves où des exportations délibérées auraient été effectuées vers des destinations sensibles, ou encore dans des cas où il s'agit de produits particulièrement sensibles ou d'autres circonstances aggravantes, comme dans des cas de récidivisme. Ces affaires seront transmises au Service judiciaire de la Couronne qui déterminera s'il y a suffisamment de preuves pour engager des poursuites et si ces poursuites sont dans l'intérêt public.

65. L'Administration fiscale et douanière s'emploie, avec des organisations et des partenaires internationaux, à mener une action de sensibilisation au plan mondial, à fournir une assistance internationale, à renforcer les capacités en matière douanière et, avec le Département des innovations et des compétences commerciales, à toucher l'industrie.

Sensibilisation à l'importance de l'industrie du contrôle des exportations

66. Le Royaume-Uni a entrepris diverses initiatives visant à permettre de mieux comprendre l'industrie nationale de contrôle des exportations. Il s'agit notamment du projet Alpha, administré par le King's College de Londres pour le compte du Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth et qui vise à aider l'industrie à exercer un contrôle sur les exportations.

67. Par le biais du Groupe des fournisseurs nucléaires, le Royaume-Uni a publié une série de mesures sous forme de bonnes pratiques à l'usage des sociétés pour les aider à réduire les risques consistant à fournir par inadvertance des technologies nucléaires ou connexes à des programmes illicites.

Prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme

68. Le Bureau pour la sécurité et la lutte contre le terrorisme et le Trésor britannique sont conjointement responsables de la stratégie de lutte du Royaume-Uni contre le financement du terrorisme. Le but est d'atténuer la menace terroriste qui pèse sur le Royaume-Uni et sur ses intérêts outre-mer en :

- Empêchant des terroristes d'utiliser des méthodes courantes pour lever des fonds ou d'utiliser le système financier pour déplacer des fonds;
- Faisant en sorte qu'il soit plus difficile pour des réseaux terroristes d'opérer ou de monter des attaques en réduisant les ressources dont ils disposent pour la propagande, le recrutement, la facilitation, l'entraînement et le soutien des familles;
- Ciblant la collecte et les mouvements de fonds effectués de l'intérieur et de l'extérieur du Royaume-Uni par des terroristes et en perturbant le financement d'organes tels qu'Al-Qaida;
- Utilisant des méthodes de renseignements financiers et d'investigations financières pour soutenir les enquêtes menées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme;

- Procédant à des gels d'avoirs pour empêcher quiconque de s'occuper de fonds ou de ressources économiques appartenant à une personne donnée, ou détenus ou contrôlés par elle.

69. Le Trésor britannique est l'organisme chef de file chargé d'assurer la contribution du Royaume-Uni à l'élaboration d'une politique internationale de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

70. Les forces de police sont chargées d'enquêter sur les affaires de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. L'Administration fiscale et douanière, en collaboration avec d'autres services gouvernementaux, enquête sur l'exportation sans licence de produits stratégiques et les violations de régimes de sanctions liés à des juridictions à haut risque. Dans le cadre de ces activités, l'Administration fiscale et douanière envisagera également d'enquêter sur d'éventuels cas d'infraction liés au blanchiment d'argent au titre de la loi sur le produit du crime.

71. La Cellule de renseignement financier du Royaume-Uni relève du Service national de lutte contre la criminalité et est chargée de recevoir, d'analyser et de diffuser des renseignements financiers soumis dans le cadre du régime des rapports d'activités suspectes.

72. Un rapport d'activités suspectes correspond à un élément d'information qui alerte les services de répression que l'activité d'un certain client (l'achat en espèces d'un article de grande valeur ou une série d'importants dépôts inhabituels) est quelque part suspecte et pourrait constituer une indication de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme, qui pourrait s'étendre au financement à des fins de prolifération.

73. La Cellule de renseignement financier reçoit plus de 200 000 rapports d'activités suspectes par an. Ces rapports sont utilisés par divers organes d'application des lois pour aider à enquêter sur tous les degrés et tous les types d'activités criminelles; des fraudes aux prestations au trafic international de drogues et au financement du terrorisme en passant par la traite des êtres humains.

74. Dans nombre de cas, la personne ou l'organisation qui a soumis un rapport d'activités suspectes n'aura aucune idée de l'activité criminelle en question, les techniques de blanchiment d'argent employées pour perpétrer un large éventail de crimes étant courantes et un seul blanchisseur d'argent pouvant travailler pour de nombreux criminels ou groupes mêlés à différentes activités.

75. Le Groupe d'action financière est le principal organe intergouvernemental chargé de définir les normes de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme à l'échelle mondiale. Le Royaume-Uni en est un membre fondateur et a joué un rôle de premier plan dans sa constitution.

76. À l'heure actuelle, le Groupe d'action financière est composé de 34 États membres, qui sont tous évalués par rapport aux 40 recommandations et aux 9 recommandations spéciales censées déterminer le respect des normes fixées à cet égard et les domaines dans lesquels des améliorations doivent être apportées.

77. Les États membres se réunissent régulièrement avec un réseau d'organes régionaux qui leur sont associés pour examiner les progrès accomplis et se pencher sur les sujets de préoccupation.

Sécurité chimique et biologique nationale

78. Le Bureau national pour la sécurité et la lutte contre le terrorisme est un service de la police chargé de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme. Ses activités se répartissent dans trois domaines :

- Protection des lieux de forte affluence;
- Protection de sites dangereux et de substances dangereuses;
- Aide à la protection de l'infrastructure nationale critique.

79. Le Bureau national pour la sécurité et la lutte contre le terrorisme a été habilité à réglementer la sécurité des installations chimiques et biologiques par la loi de 2001 relative à la lutte contre le terrorisme, à la criminalité et à la sécurité.

80. Les membres de son personnel peuvent émettre des avis spécialisés sur la sécurité des explosifs et des produits chimiques précurseurs (dont les engrais), les agents pathogènes et les toxines, les sources radiologiques et d'autres produits chimiques toxiques.

81. Ils peuvent également fournir des conseils sur la continuité des opérations, des attentats à la voiture piégée, la protection des milieux de forte affluence et la réduction des possibilités d'action terroriste par le biais de l'aménagement du cadre de vie.

III. Personnes à contacter

82. Les personnes à contacter pour les questions liées à la résolution [1540 \(2004\)](#) sont les suivantes :

M. James Squire
Premier Secrétaire
(chargé des politiques de lutte contre le terrorisme et la prolifération)
Mission permanente du Royaume-Uni
auprès de l'Organisation des Nations Unies
Téléphone : 212 745 9311

M^{me} Fiona Blyth
Spécialiste des questions politiques
(chargée de la lutte contre le terrorisme et la prolifération)
Mission permanente du Royaume-Uni
auprès de l'Organisation des Nations Unies
Téléphone : 212 745 9224

IV. Guide du Royaume-Uni relatif à l'aide à l'application de la résolution

83. Le Royaume-Uni reconnaît que certains partenaires internationaux ont besoin d'aide pour s'acquitter de leurs obligations en vertu de la résolution [1540 \(2004\)](#). Les États Membres de l'ONU qui le souhaitent peuvent discuter des éventuels domaines de collaboration et d'assistance avec les personnes à contacter dont les noms figurent ci-dessus.

**Annexe II à la note verbale datée du 13 décembre 2013
adressée au Président du Comité par la Mission
permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Quatrième rapport du Royaume-Uni de Grande-
Bretagne et d'Irlande du Nord sur la mise en œuvre
de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité**

Le Royaume-Uni est heureux de présenter son quatrième rapport sur la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004). Ce rapport présente des données complètes actualisées sur toute la législation britannique qui vise à appliquer les dispositions de la résolution.

Les mesures ci-après sont groupées par thèmes. Une matrice actualisée permet de relier ces mesures aux paragraphes pertinents de cette résolution.

Conventions, traités et autres instruments internationaux

Le Royaume-Uni est partie à une large gamme d'instruments internationaux concernant la résolution 1540 (2004) et participe activement à leurs travaux.

<i>Instrument</i>	<i>Dates clefs</i>
Protocole de Genève de 1925	Signature : 17 juin 1925 Ratification : 9 avril 1930
Agence internationale de l'énergie atomique	Membre depuis juillet 1957
Traité sur l'Antarctique	Signature : 31 mai 1960
Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord d'aéronefs	Signature : 14 septembre 1963 Ratification : 29 novembre 1968
Traité sur l'espace extra-atmosphérique	Signature : 27 janvier 1967 Ratification : 10 octobre 1967
Traité de Tlatelolco	Signature : 20 décembre 1967 Ratification : 19 décembre 1969
Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires	Signature : 1 ^{er} juillet 1968 Ratification : 27 novembre 1968
Comité Zangger	Membre depuis 1970
Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs	Signature : 16 décembre 1970 Ratification : 22 décembre 1971
Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de l'aviation civile	Signature : 23 septembre 1971 Ratification : 25 octobre 1973

<i>Instrument</i>	<i>Dates clefs</i>
Traité relatif au fond des mers	Signature : 11 février 1972 Ratification : 18 mai 1972
Convention sur les armes biologiques ou à toxines	Signature : 10 avril 1972 Ratification : 26 mars 1975
Traité EURATOM	Membre d'EURATOM depuis 1973
Groupe des fournisseurs nucléaires	Membre depuis 1974
Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques	Signature : 13 décembre 1974 Ratification : 2 mai 1979
Convention internationale contre la prise d'otages	Signature : 18 décembre 1979 Ratification : 22 décembre 1982
Groupe de l'Australie	Membre depuis juin 1985
Système de contrôle mondial de la non-prolifération des missiles et des technologies y relatives	Membre depuis avril 1987
Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sûreté de l'aviation civile	Signature : 26 octobre 1988 Ratification : 15 novembre 1990
Convention sur la protection physique des matières nucléaires	Signature : 13 juin 1980 Ratification : 6 septembre 1991
Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection	Signature : 1 ^{er} mars 1991 Ratification : 28 avril 1997
Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime	Ratification : 3 mai 1991
Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental	Signature : 3 mai 1991 Ratification : 1 ^{er} mars 1992
Convention sur les armes chimiques	Signature : 13 janvier 1993 Ratification : 13 mai 1996
Arrangement de Wassenaar	Membre depuis décembre 1995
Traité de Rarotonga	Signature : 25 mars 1996 Ratification : 19 septembre 1997
Traité de Pelindaba	Signature : 11 avril 1996 Ratification : 12 mars 2001

<i>Instrument</i>	<i>Dates clefs</i>
Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	Signature : 24 septembre 1996 Ratification : 6 avril 1998
Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif	Signature : 12 janvier 1998 Ratification : 7 mars 2001
Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme	Signature : 10 janvier 2000 Ratification : 7 mars 2001
Code de conduite de La Haye	Souscrit au Code depuis 2002
Initiative de sécurité contre la prolifération	Participe depuis mai 2003
Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire	Signature : 15 septembre 2005 Ratification : 24 septembre 2009
Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires	Ratification : 8 avril 2010

Matières nucléaires

Loi (de finances) de 1978 sur les garanties nucléaires et à l'électricité d'origine nucléaire

- Cette loi concerne la mise en œuvre de l'accord de garanties conclu entre l'AIEA et le Royaume-Uni (INFCIRC/263).

Loi de 1983 sur les matières nucléaires (infractions)

- Applique la Convention sur la protection physique des matières nucléaires.
- Les amendements apportés aux termes de l'article 75 et de l'annexe 17 de la loi de 2008 relative à la justice pénale et à l'immigration concernent l'application de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires.

Loi de 2000 relative aux garanties nucléaires

- Met en œuvre le Protocole additionnel à l'Accord entre le Royaume-Uni et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties (INFCIRC/263/Add.1).

Loi de 2001 sur la sécurité et la répression de la criminalité et du terrorisme

- Énonce le cadre juridique relatif à l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et de l'utilisation d'armes nucléaires.
- Aux fins de cette loi, l'expression « arme nucléaire » englobe les dispositifs explosifs nucléaires qui ne sont pas destinés à être employés comme armes.
- L'article 47 interdit l'emploi, la mise au point, la fabrication, la possession et le transfert d'armes nucléaires, y compris la participation à la mise au point ou à la fabrication de telles armes.

- L'article 50 érige en infraction le fait d'aider, d'encourager, de conseiller ou d'inciter une personne n'ayant pas la nationalité britannique pour qu'elle commette une infraction visée à l'article 47 hors du Royaume-Uni.
- L'article 79 érige en délit le fait de divulguer intentionnellement ou par imprudence des informations qui pourraient compromettre la sécurité de matières nucléaires ou d'un site nucléaire. Les matières visées incluent les matières nucléaires, où qu'elles se trouvent dans le monde, qui sont transportées à un site nucléaire ou proviennent d'un site nucléaire ou qui sont transportées à bord d'un navire battant pavillon britannique.

Règlements de 2003 sur la sécurité des industries nucléaires

- Principale législation employée pour réglementer la sécurité de l'industrie nucléaire civile britannique.
- Met en œuvre certaines parties de l'amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires.
- L'article 4 dispose que tous les sites nucléaires doivent disposer d'un plan de sécurité qui décrit les normes, procédures et dispositions applicables à une large gamme de mesures de sécurité visant à protéger les installations, les matières, le matériel, les techniques et l'information.
- L'article 9 dispose que le personnel dont il est fait mention dans le plan de sécurité soit être dûment habilité en matière de sécurité.
- L'article 10 dispose que les responsables doivent établir des rapports concernant tout incident de sécurité ou atteinte à la sécurité survenus dans des installations nucléaires.
- La partie 3 énonce les règles applicables à la sécurité des matières nucléaires transportées sur le territoire britannique ou hors du Royaume-Uni, si elles sont à bord de navires battant pavillon britannique. Les transporteurs de matières nucléaires doivent avoir reçu une autorisation préalable et avoir présenté des états satisfaisants relatifs à la sécurité des transports. Certains mouvements individuels de matières doivent faire l'objet d'une autorisation; les détails demandés dépendent des matières concernées. Les transporteurs sont tenus d'indiquer tout incident relatif à la sécurité ou toute atteinte à la sécurité.
- L'article 22 impose aux personnes qui ont accès à des informations nucléaires sensibles de maintenir des normes de sécurité adéquates, de veiller à ce que les personnes dont elles sont responsables aient les habilitations requises en matière de sécurité et de faire rapport sur tout incident en matière de sécurité ou atteinte à la sécurité.
- Les amendements apportés en 2006 ont élargi et renforcé l'article 22.
- Les amendements apportés en 2013 ont étendu la réglementation aux sites de construction nucléaire. Les règlements s'appliquent depuis le moment où une quelconque activité est réalisée sur un site de construction nucléaire, en vertu d'un permis de construire ou d'une autorisation de travaux, jusqu'au moment où toutes les matières nucléaires sont enlevées, dans le cadre des opérations de déclassement.

Loi de 2003 relative à l'extradition

- Applique une partie de l'amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires.
- L'article 193 dispose que l'auteur d'une infraction peut être extradé dans des États avec lesquels le Royaume-Uni n'a pas signé d'accord d'extradition, mais qui ont adhéré aux diverses conventions internationales auxquelles le Royaume-Uni est également partie.

Règlements de 2004 relatifs aux garanties nucléaires (notification)

- Aux termes de ces règlements, les personnes qui se livrent à certaines activités liées à l'énergie nucléaire sont tenues de fournir des précisions sur leur situation et leurs activités au Bureau des garanties (Safeguards Office) de l'Office de réglementation nucléaire (Office of Nuclear Regulations). Ces renseignements font l'objet de déclarations à l'AIEA, en application du Protocole additionnel.

Règlements de 2004 relatifs aux techniques d'enrichissement de l'uranium (interdiction de divulgation)

- Érige en infraction le fait de divulguer sans y être autorisé des renseignements concernant des matériels, des logiciels ou des données susceptibles d'être utilisés pour l'enrichissement de l'uranium ou pour contribuer à cette activité. Sont également jugés coupables d'infractions les ressortissants britanniques qui commettent de tels actes à l'étranger.
- La divulgation d'informations est autorisée si les produits en question ont fait l'objet d'une licence d'exportation ou si une autorisation officielle, conforme aux règlements, a été accordée à cet effet.

Loi sur l'énergie de 2004

- Le chapitre 3 de la partie 1 crée l'Autorité de police civile chargée du nucléaire (Civil Nuclear Police Authority) et définit les pouvoirs des membres des services de police chargés du nucléaire (Civil Nuclear Constabulary).

Loi de 2005 relative à la grande criminalité organisée et à la police

- L'article 128 érige en délit le fait de pénétrer sans autorisation dans un site nucléaire autorisé ou tout autre site désigné.

Règlement (EURATOM) n° 302/2005 de la Commission

- Énonce les prescriptions en matière d'établissement de rapports relatifs aux garanties, conformément au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM).
- Les rapports sont soumis à la Commission européenne par l'intermédiaire de l'Office of Nuclear Regulations.

Loi de 2006 sur le terrorisme

- Met en œuvre la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire.
- L'article 9 interdit la fabrication et la détention, dans l'intention de les utiliser, de matières ou de dispositifs radioactifs en vue de préparer un acte de terrorisme ou à des fins terroristes.
- L'article 10 érige en infraction l'emploi de matières ou de dispositifs radioactifs aux fins de la préparation d'un acte de terrorisme ou à des fins terroristes. Il érige également en infraction le fait de causer des dommages à une installation nucléaire ou de l'exploiter de telle manière que cela entraîne le rejet de matières radioactives ou accroisse le risque d'un tel rejet.
- L'article 11 érige en délit le fait de demander à autrui de fournir un dispositif radioactif, des matières radioactives ou d'accéder à une installation nucléaire. Le fait de menacer d'utiliser ces dispositifs, matières ou installations nucléaires constitue également un délit.

Armes chimiques

Loi de 1996 sur les armes chimiques

- Met en œuvre la Convention sur les armes chimiques.
- L'article 2 interdit la fabrication, l'achat, la possession, la mise au point, le transfert, l'emploi d'armes chimiques et de leurs vecteurs et l'intention de les employer. Il interdit également de se livrer à des préparatifs militaires, dans l'intention d'utiliser des armes chimiques. Ce délit s'applique également aux actes que commettrait hors du Royaume-Uni un ressortissant britannique ou un organisme constitué en droit britannique.
- L'article 9 érige en délit le fait d'empêcher délibérément ou de tenter d'empêcher délibérément une personne de pénétrer dans des terrains, des bâtiments ou des véhicules ou d'y faire une perquisition afin de rechercher des armes chimiques ou d'empêcher une personne de neutraliser, de saisir, d'enlever ou de détruire une arme chimique.
- L'article 11 interdit de construire, de modifier ou d'installer des locaux ou du matériel qui seront utilisés pour la fabrication d'armes chimiques.
- Les articles 19 et 20 érigent en délit le fait d'employer, de fabriquer ou de posséder un produit chimique ou un précurseur figurant à l'annexe 1 de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, sans autorisation. Une autorisation peut uniquement être accordée pour certaines utilisations (utilisations pacifiques, protection chimique, utilisations militaires légitimes ou application de la loi).
- L'article 22 habilite les pouvoirs publics à recueillir les données qu'ils doivent communiquer aux termes de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Il oblige une personne à donner suite à une demande de renseignements.

- L'article 25 autorise l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à inspecter les installations chimiques britanniques.
- L'article 33 prévoit l'établissement d'un rapport annuel sur la mise en œuvre de la loi, pour assurer la bonne application de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques au Royaume-Uni.

Loi de 2001 sur la sécurité et la répression de la criminalité et du terrorisme

- L'article 50 érige en délit le fait d'aider, d'inciter ou de conseiller une personne qui n'est pas ressortissant britannique afin qu'elle commette, hors du Royaume-Uni, un délit au sens de l'article 2 de la loi de 1996 sur les armes chimiques.
- L'article 113 érige en délit le fait d'employer des substances ou des articles nuisibles pour intimider ou influencer des personnes ou causer des dommages à des personnes ou à des biens.
- L'article 114 érige en délit le fait de déposer ou d'envoyer une substance ou un article dans l'intention de faire croire qu'il s'agit d'une substance nuisible, pouvant mettre en danger la vie des personnes. Le fait de communiquer en connaissance de cause des informations erronées selon lesquelles une substance nuisible pouvant mettre en danger la vie des personnes sera déposée en un lieu donné constitue également un délit.

Armes biologiques

Loi de 1974 sur les armes biologiques

- Met en œuvre la Convention sur les armes biologiques et à toxines.
- Interdit la mise au point, la fabrication, le stockage, l'achat et la conservation d'un agent biologique ou d'une toxine, d'un type et d'une quantité qui ne sont pas justifiés à des fins prophylactiques, protectrices ou à d'autres fins pacifiques. Cette interdiction s'étend à tout vecteur conçu pour utiliser ces agents biologiques à des fins hostiles.
- Cette loi érige également en délit le fait de transférer à autrui tout agent biologique ou de prendre des dispositions à cet effet ou de faire en sorte qu'un tiers mène de telles activités.
- Ces délits concernent également les actes que commettrait hors du Royaume-Uni un ressortissant britannique ou un organisme constitué en droit britannique.

Ordonnance de 1980 relative à l'importation d'agents pathogènes pour les animaux

- Interdit l'importation à partir de pays tiers d'agents pathogènes pour les animaux et de porteurs de ces agents, sauf sous autorisation.
- L'octroi d'autorisations est assorti de conditions et les autorisations énoncent certaines prescriptions, concernant par exemple la préparation des matières à importer, leur manutention et leur élimination dans le laboratoire de destination. Les transferts de matières importées sur le territoire britannique font également l'objet de restrictions.

- Les autorisations sont uniquement délivrées aux laboratoires dotés des procédures opérationnelles requises et d'installations permettant d'assurer, en toute sécurité, le confinement, la manutention et l'élimination des agents pathogènes concernés.
- Les autorisations sont délivrées sous l'égide du Department for Environment, Food and Rural Affairs (DERFA).
- Une législation et des dispositions distinctes mais analogues s'appliquent en Irlande du Nord, en vertu de l'ordonnance (Irlande du Nord) de 1999 sur l'importation d'agents pathogènes pour les animaux.

**Directive 2000/54/CE du Parlement européen et du Conseil
concernant la protection des travailleurs contre les risques
liés à l'exposition à des agents biologiques au travail**

- Dispose que l'utilisation pour la première fois d'agents biologiques des groupes 2, 3 et 4 doit être notifiée à l'autorité compétente, au moins 30 jours avant le début des travaux.

**Règlement de 2000 relatif à l'emploi d'organismes génétiquement modifiés
(utilisation confinée)**

- Énonce les prescriptions spéciales en matière de notification concernant les locaux et les activités ayant trait à des organismes génétiquement modifiés, dans des installations de confinement.
- Les articles 9 à 12 disposent qu'une personne qui se livre à une gamme de modifications génétiques doit notifier ses activités au préalable et fournir des renseignements supplémentaires.
- Les notifications sont adressées au Groupe des agents biologiques (Biological Agents Unit) du Service exécutif de santé et de sécurité (Health and Safety Executive).
- L'article 24A autorise la non-divulgence sur le registre public, dans l'intérêt de la sécurité nationale, d'informations concernant le génie génétique et les locaux où cette activité est réalisée.

**Loi de 2001 sur la sécurité et la répression de la criminalité
et du terrorisme**

- L'article 50 érige en délit le fait d'aider, de conseiller ou d'inciter une personne qui n'est pas ressortissant britannique à commettre hors du Royaume-Uni une infraction au sens de l'article 1 de la loi de 1974 sur les armes biologiques.
- Aux termes de l'article 59, l'occupant de locaux où serait stockée ou utilisée l'une quelconque des substances énoncées à l'annexe 5 de la loi est tenu d'en aviser le Home Office et d'adresser une notification lorsque tel n'est plus le cas.
- Aux termes des articles 60 et 61, les occupants des locaux visés doivent communiquer à la police, sur sa demande, des précisions concernant les mesures prises pour sécuriser toute substance visée à l'annexe 5 et fournir des précisions concernant toute personne qui peut accéder à une partie quelconque des locaux.

- Aux termes des articles 62 et 63, les occupants des locaux visés sont tenus de donner suite aux demandes officielles concernant l'application de mesures de sécurité spécifiques ou la destruction de toute substance dangereuse qu'il ne serait pas possible de sécuriser efficacement.
- Aux termes de l'article 64, l'État peut ordonner d'interdire l'accès d'une personne désignée à une substance dangereuse ou à des locaux abritant de telles substances.
- L'article 113 érige en délit le fait d'employer des substances ou des articles nuisibles pour intimider ou influencer des personnes ou causer des dommages à des personnes ou à des biens.
- L'article 114 érige en délit le fait de déposer ou d'envoyer une substance ou un article, dans l'intention de faire croire qu'il s'agit d'une substance nuisible pouvant mettre en danger la vie des personnes. Le fait de communiquer en connaissance de cause des informations erronées selon lesquelles une substance nuisible pouvant mettre en danger la vie des personnes a été déposée en un lieu donné constitue également un délit.
- L'annexe 5 contient une liste des agents pathogènes et des toxines visées dans la loi. Cette liste a été modifiée en 2007 et 2012, pour tenir compte des prescriptions les plus récentes en matière de sécurité.
- La partie 7 de la loi de 2001 sur la sécurité et la répression de la criminalité et du terrorisme (élargissement aux agents pathogènes pour les animaux) a complété la partie 7 et a inclus les agents pathogènes pour les animaux à l'annexe 5. Précédemment, l'annexe 5 portait uniquement sur les agents pathogènes susceptibles d'être utilisés pour causer de graves dommages à la santé de l'homme.
- Le Service exécutif de santé et de sécurité utilise l'annexe 5 à des fins de sécurité nationale pour effectuer une sélection dans son registre des locaux et activités concernant le génie génétique, afin d'exclure du domaine public des précisions concernant les endroits où se trouvent des agents pathogènes et des toxines et les activités y relatives.

Règlement de 2002 relatif au contrôle des substances dangereuses pour la santé

- Applique la directive 2000/54/CE du Parlement européen et du Conseil.
- Aux termes du paragraphe 5 de l'annexe 3, un employeur est tenu de notifier au préalable au Service exécutif de santé et de sécurité l'utilisation d'agents biologiques des groupes 2, 3 et 4.
- Aux termes du paragraphe 6 de l'annexe 3, un employeur est tenu de notifier au moins 30 jours à l'avance au Service exécutif de santé et de sécurité les envois d'agents biologiques du groupe 4 dans d'autres locaux. Une notification est également requise pour l'importation au Royaume-Uni de tout agent biologique du groupe 4.
- Le Groupe des agents biologiques du Service exécutif de santé et de sécurité est responsable de la collecte et de l'évaluation de ces informations.

Règlement n° 1946/2003 du Parlement européen et du Conseil relatif aux mouvements transfrontières des organismes génétiquement modifiés

- Énonce des prescriptions relatives à l'exportation et aux mouvements transfrontières des organismes génétiquement modifiés.

Ordonnance phytosanitaire (Angleterre) de 2005

- Une législation distincte mais analogue est en vigueur au Pays de Galles, en Écosse et en Irlande du Nord. Toutes ces ordonnances sont fondées sur la législation phytosanitaire de l'Union européenne.
- Contrôle l'importation et le stockage de certaines plantes et de certains ravageurs qui peuvent abriter des agents pathogènes et d'autres organismes nuisibles pour la santé des plantes.
- Les activités interdites peuvent faire l'objet d'une autorisation. La délivrance d'autorisations est administrée par la Food and Environmental Research Agency (FERA).
- Toute activité concernant les ravageurs des plantes doit faire l'objet d'une notification préalable.

Ordonnance de 2008 concernant certains agents pathogènes pour les animaux

- Vise à prévenir l'introduction et la propagation au Royaume-Uni d'agents pathogènes pour l'animal qui pourraient causer des maladies graves ou d'importants dommages économiques.
- Cette ordonnance concerne uniquement l'Angleterre. Une législation distincte mais analogue est en vigueur en Écosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord.
- L'article 4 interdit la possession de certains agents pathogènes pour l'animal ou de tout porteur d'un tel agent pathogène ainsi que la transmission d'un agent pathogène spécifique pour l'animal à un porteur. Ces activités sont uniquement autorisées moyennant licence. Une personne doit adresser une notification si elle présume détenir un agent pathogène pour l'animal sans disposer de l'autorisation nécessaire.
- L'annexe 2 énonce les pouvoirs accordés aux inspecteurs chargés d'appliquer cette ordonnance.
- Les autorisations énoncent les conditions dans lesquelles un agent pathogène pour l'animal doit être manipulé pour garantir son confinement et son élimination dans des conditions de sûreté. Les conditions dont s'assortit l'autorisation sont déterminées au cas par cas, mais les principes généraux comportent des mesures de protection physique du laboratoire et des agents pathogènes pour l'animal qui s'y trouvent.
- Le Department for Environment, Food and Rural Affairs (DEFRA) supervise la délivrance des licences.

Contrôle aux frontières/douanes

Loi de 1979 sur l'administration des douanes et des impôts indirects

- L'article 68 érige en délit l'exportation de marchandises interdites ou contrôlées ainsi que leur transit et leur transbordement.
- L'article 163 autorise les fonctionnaires des douanes, la police, les garde-côtes et les forces armées (sous réserve du droit du passage inoffensif dans les eaux territoriales en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer) à arrêter et à fouiller un véhicule ou à arraisonner ou à visiter un navire s'il existe des motifs raisonnables de penser que se trouvent dans ce véhicule ou dans ce navire des marchandises frappées d'un droit qui n'a pas été acquitté ou n'a pas fait l'objet d'une garantie, qui sont déplacées illicitement et qui peuvent être confisquées en vertu de la loi sur l'administration des douanes et des impôts indirects.
- L'article 170 érige en délit le fait d'importer ou d'exporter en connaissance de cause des marchandises interdites ou contrôlées, avec l'intention de contourner ces contrôles.

Règlement du Conseil (CEE) n° 2913/92

- Établit le Code des douanes communautaire.

Loi de finances 1994

- Le chapitre 3 de la partie I énonce les pouvoirs d'application de la loi de Her Majesty's Revenue and Customs s'agissant des importations et des exportations.

Exportations

Loi de 2012 sur le contrôle des exportations

- Autorise la promulgation d'une large gamme d'ordonnances relatives au contrôle des exportations de marchandises, dont par exemple l'ordonnance de 2008 sur le contrôle des exportations.

Ordonnance de 2008 sur le contrôle des exportations

- Récapitule la législation britannique relative aux exportations et remplace l'ordonnance de 2003 sur le contrôle du commerce de marchandises ainsi que l'ordonnance (contrôle) de 2003 sur l'exportation de marchandises, le transfert des techniques et la fourniture d'une assistance technique.
- Met en application le règlement du Conseil n° 428/2009 (CE) et définit des infractions en vue d'en appliquer les dispositions.
- Élargit la législation britannique à l'exportation d'articles militaires non couverts par la législation de l'Union européenne relative aux biens à double usage.

Règlement n° 428/2009 (CE) du Conseil

- Règlement européen instituant un régime communautaire de contrôle des exportations, des transferts, du courtage et du transit de biens à double usage. Ce règlement est appliqué par des législations nationales.
- L'annexe IV contient des listes détaillées de contrôle d'articles à double usage.

Transports

Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route

- Le Royaume-Uni a signé cet accord le 1^{er} octobre 1957 et l'a ratifié le 29 juin 1968.
- Le chapitre 1.10 énonce les interdictions en matière de sécurité et les prescriptions relatives au transport de marchandises dangereuses par route.

Convention relative aux transports internationaux ferroviaires

- L'appendice C de cette convention contient le Règlement concernant le transport international ferroviaire de marchandises dangereuses.
- Le chapitre 1.10 énonce des prescriptions en matière de sécurité analogues à celles de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route.

Code maritime international des marchandises dangereuses

- Ce code est un instrument juridique contraignant du fait de l'adhésion du Royaume-Uni à la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer.

Règlement de 1987 relatif aux substances dangereuses dans les zones portuaires

- Vise l'application du Code maritime international des marchandises dangereuses.
- L'article 6 impose de notifier au préalable la présence de toute substance dangereuse avant qu'elle soit autorisée à pénétrer dans une zone portuaire.

Réglementation de 1997 relative à la marine marchande (marchandises dangereuses et polluants marins)

- Vise l'application du Code maritime international des marchandises dangereuses.
- Concerne l'application des prescriptions du Code tendant à adresser une notification avant le chargement ou l'expédition de marchandises dangereuses. En outre, les marchandises doivent être emballées, sécurisées et enregistrées conformément aux prescriptions du Code.

Réglementation de 2009 sur le transport des marchandises dangereuses et de matériel de pressurisation transportable

- Applique les prescriptions de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route et du Règlement concernant le transport international ferroviaire de marchandises dangereuses.
- Énonce des prescriptions fondamentales de sécurité concernant le transport de matières chimiques et bactériologiques par la route et par le rail.
- Comporte des dispositions concernant les trajets, les arrêts et la formation du personnel.
- Le règlement 5 exige de se conformer aux interdictions et aux restrictions énoncées dans l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route.
- Le règlement 7 ajoute certaines dispositions relatives à la sécurité.
- Le règlement 32 donne à la puissance publique le pouvoir d'appliquer cette réglementation.

Instructions techniques de l'Organisation de l'aviation civile internationale pour la sécurité du transport aérien des marchandises dangereuses

- L'Autorité de l'aviation civile (Civil Aviation Authority) est l'organe réglementaire chargé d'appliquer ces instructions au Royaume-Uni.
- Ces instructions portent sur la sécurité des matières dangereuses (chimiques et bactériologiques) en transit.

Finances

Loi de 2001 sur la sécurité et la répression de la criminalité et du terrorisme

- Aux termes de cette loi, le financement de la prolifération constitue un délit.
- Autorise la confiscation d'espèces, d'avoirs et de biens s'ils sont employés à des fins terroristes.
- Impose des obligations accrues de divulgation aux institutions financières. La partie 3 et l'annexe 2 des amendements à la loi de 2000 sur le terrorisme appliquent ces dispositions.

Divers

Loi de 1861 relative aux instigateurs et aux complices

- L'article 6 érige en délit le fait d'aider quiconque à mener une activité interdite par la loi ou de le conseiller à ces fins. Le contrevenant peut être sanctionné s'il est l'agent principal de l'infraction.
- L'article 278 de la loi écossaise de 1995 relative à la procédure pénale prévoit une législation écossaise analogue.

Loi de 1989 sur les informations secrètes

- Interdit la communication sans autorisation ou selon des modalités illicites d'informations concernant notamment la défense ou le renseignement.
- Les informations relatives à la défense peuvent concerner la conception, la mise au point, la fabrication ou l'utilisation d'armes chimiques, biologiques et nucléaires ainsi que des précisions concernant le stockage et la sécurité de ces armes, matières, techniques, installations ou des documents contenant ces informations.

Annex III to the note verbale dated 13 December 2013 from the Permanent Mission of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the United Nations addressed to the Chair of the Committee

Information on implementation of specific paragraphs of Security Council resolution 1540 (2004)

Paragraph 1 and related matters from paragraphs 5, 6, 8 (a) (b) (c) and 10

State: United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Date: 13 December 2013

Did you make one of the following statements or is your country a State Party to or Member State of one of the following Conventions, Treaties and Arrangements?		YES	If YES, indicate relevant information (i.e. signing, accession, ratification, entering into force, etc.)	Remarks (information refers to the page of the English version of the report or an official website)
1	General statement on non-possession of weapons of mass destruction			
2	General statement on commitment to disarmament and non-proliferation	X	European Council Strategy to prevent Proliferation of weapons of mass destruction; fully compliant with commitments under key multilateral non-proliferation treaties and disarmament conventions	pages 3 and 15 of the report
3	General statement on non-provision of weapons of mass destruction and related materials to non-State actors	X	The UK stated to have a wide range of legislative measures in place to prevent the proliferation of nuclear, chemical and biological weapons, as well as their means of delivery, including by non-State actors; does not provide any form of support to non-State actors	pages 2 and 6 of the report
4	Biological Weapons Convention (BWC)	X	Signatory since 10 April 1972; deposit of instrument of ratification on 26 March 1975	pages 4 and 16 of the report page 2 of addendum 1
5	Chemical Weapons Convention (CWC)	X	Signatory since 13 January 1993; deposit of instrument of ratification on 13 May 1996	page 4 of the report page 2 of addendum 1
6	Nuclear Non-Proliferation Treaty (NPT)	X	Deposit of instrument of ratification on 1 July 1968	page 4 of the report page 2 of addendum 1

The information in the matrices originates primarily from national reports and is complemented by official government information, including that made available to inter-governmental organizations. The matrices are prepared under the direction of the 1540 Committee.

The 1540 Committee intends to use the matrices as a reference tool for facilitating technical assistance and to enable the Committee to continue to enhance its dialogue with States on their implementation of Security Council resolution [1540 \(2004\)](#).

The matrices are not a tool for measuring compliance of States in their non-proliferation obligations but for facilitating the implementation of Security Council resolutions [1540 \(2004\)](#) and [1673 \(2006\)](#). They do not reflect or prejudice any ongoing discussions outside of the Committee, in the Security Council or any of its organs, of a State's compliance with its non-proliferation or any other obligations.

7	Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty (CTBT)	X	Deposit of instrument of ratification on 6 April 1998	http://unhq-apps-04.un.org/UNODA/TreatyStatus.nsf
8	Convention on Physical Protection of Nuclear Material (CPPNM)	X	Signatory since 13 June 1980; entered into force 6 October 1991	page 10 of the report page 3 of addendum 1
9	Hague Code of Conduct (HCOC)	X	Subscribing State since 25 November 2002	page 4 of the report page 3 of addendum 1
10	Geneva Protocol of 1925	X	Deposit of instrument of ratification on 9 April 1930	http://unhq-apps-04.un.org/UNODA/TreatyStatus.nsf
11	International Atomic Energy Agency (IAEA)	X	Since July 1957	pages 13 and 16 of the report page 3 of addendum 1 page 4 of addendum 2
12	Nuclear-Weapon-Free Zone/Protocol(s)	X	1. Treaty of Tlatelolco 2. Treaty of Rarotonga 3. Treaty of Pelindaba	http://unhq-apps-04.un.org/UNODA/TreatyStatus.nsf
13	Other Conventions/Treaties	X	EURATOM Treaty 3. State Party to 13+1 United Nations International Conventions and Protocols against Terrorism, including the International Convention for the Suppression of Terrorist Bombings (07/3/2001), the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism (07/3/2001), the International Convention for the Suppression of Acts of Nuclear Terrorism (24/9/2009), plus 2005 Amendment to the Convention on the Physical Protection of Nuclear Material (08/4/2010)	page 7 of the report

14	Other arrangements	X	1. Nuclear Suppliers Group (NSG) 2. Australia Group (AG) 3. Missile Technology Control Regime (MTCR) 4. Zangger Committee (ZC) 5. Wassenaar Arrangement (WA) 6. Proliferation Security Initiative	pages 4, 13 and 18 Proliferation Security Initiative
15	Other	X	1. European Union model non-proliferation clause to be included in future European Union-third country – Revised Cotonou Partnership Agreement (the CPA II)	page 3 of the report page 4 of addendum 2 http://www.acpsec.org/en/conventions/cotonou/cotonou_revised_e.pdf

Paragraph 2 – Biological Weapons

State: United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Date: 13 December 2013

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document of national implementation law	YES	If YES, indicate source document	
1	Manufacture/produce	X	Biological Weapons Act, 8 February 1974, chapter 6, section 1 (No person shall develop, produce, stockpile, acquire or retain – (a) any biological agent or toxin of a type and in a quantity that has n° justification for prophylactic, protective or other peaceful purposes; or (b) any weapon, equipment or means of delivery designed to use biological agents or toxins for hostile purposes or in armed conflict)	X	Biological Weapons Act, 8 February 1974, chapter 6, section 1 (Any person contravening this section shall be guilty of an offence and shall, on conviction on indictment, be liable to imprisonment for life)	page 3 of addendum 1 page 4 of addendum 2 http://www.opsi.gov.uk/RevisedStatutes/Acts/ukpga/1974/cukpga_19740006_en_1
2	Acquire	X		X		page 3 of addendum 1
3	Possess	X		X		page 6 of the report
4	Stockpile/store	X		X		page 3 of addendum 1
5	Develop	X		X		page 6 of the report
6	Transport	X	2. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 3. Carriage of Dangerous Goods Regulations include security standards of Transport Security and Contingencies (TRANSEC) 4. European Agreement concerning the International Carriage of Dangerous Goods by Road (ADR)	X	2. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001	page 4 of addendum 1 page 5 of addendum 2

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document of national implementation law	YES	If YES, indicate source document	
7	Transfer	X	1. Biological Weapons Act (1974), chapter 6, section 1, as amended by the Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001, sections 43 and 44 (a person shall not: (a) transfer any biological agent or toxin to another person or enter into an agreement to do so; or (b) make arrangements under which another person transfers any biological agent or toxin or enters into an agreement with a third person to do so, if the biological agent or toxin is likely to be kept or used (whether by the transferee or any other person) otherwise than for prophylactic, protective or other peaceful purposes and he knows or has reason to believe that that is the case)	X	1. Biological Weapons Act (1974) (any person contravening this section shall be guilty of an offence and shall, on conviction on indictment, be liable to imprisonment for life) 2. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001, section 43	page 3 of addendum 1 page 4 of addendum 2 http://www.opsi.gov.uk/RevisedStatutes/Acts/ukpga/1974/cukpga_19740006_en_1
8	Use	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001, section 113 (involves the use of a noxious substance or other noxious thing – places any substance or other thing in any place), for the purposes of sections 113 and 114, “substance” includes any biological agent and any other natural or artificial substance (whatever its form, origin or method of production)	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001, section 113 (a person guilty of an offence under this section is liable: (a) on summary conviction, to imprisonment for a term not exceeding six months or a fine not exceeding the statutory maximum (or both); and (b) on conviction on indictment, to imprisonment for a term not exceeding 14 years or a fine (or both)	page 6 of the report page 3 of addendum 1 http://www.opsi.gov.uk/acts/acts2001/plain/ukpga_20010024_en_12

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document of national implementation law	YES	If YES, indicate source document	
9	Participate as an accomplice in above-mentioned activities	X	1. Accessories and Abettors Act 1861: aid, abet, procure or counsel a prohibited activity under the Biological Weapons Act 2. Biological Weapons Act (1974) 3. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001, including an offence of aiding, abetting, counselling, procuring or inciting the commission of, or attempting or conspiring to commit, such an offence	X	1. Accessories and Abettors Act 1861: aid, abet, procure or counsel a prohibited activity under the Biological Weapons Act 2. Biological Weapons Act (1974) 3. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001: extraterritorial applicability only	page 7 of the report page 3 of addendum 1
10	Assist in above-mentioned activities	X	1. Biological Weapons Act (1974) 2. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001: (A person who aids, abets, counsels or procures, or incites, a person who is not a United Kingdom person to do a relevant act outside the United Kingdom is guilty of an offence – section 1 of the Biological Weapons Act 1974 (offences relating to biological agents and toxins)) 3. Accessories and Abettors Act 1861: aid, abet, procure or counsel a prohibited activity under the Biological Weapons Act	X	1. Biological Weapons Act (1974) 2. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001: extraterritorial applicability only 3. Accessories and Abettors Act 1861: aid, abet, procure or counsel a prohibited activity under the Biological Weapons Act	pages 6 and 7 of the report page 3 of addendum 1
11	Finance above-mentioned activities	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 (for terrorist purposes)	X	1. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 2. Financial sanctions and criminalizations related to Security Council sanctions obligations	page 3 of addendum 1 page 4 of addendum 2

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document of national implementation law	YES	If YES, indicate source document	
12	Above-mentioned activities related to means of delivery	X	Biological Weapons Act of 8 February 1974, chapter 6 – section 1 ((b) any weapon, equipment or means of delivery designed to use biological agents or toxins for hostile purposes or in armed conflict)	X	Biological Weapons Act (1974)	page 6 of the report
13	Involvement of non-State actors in above-mentioned activities	X	Biological Weapons Act (1974)	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001: extraterritorial applicability	page 6 of the report
14	Other					

Paragraph 2 – Chemical Weapons

State:

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Date:

13 December 2013

S/AC.44/2013/26

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document of national implementation law	YES	If YES, indicate source document	
1	Manufacture/produce	X	Chemical Weapons Act (1996), art. 2 Use etc. of chemical weapons. No person shall – (a) use a chemical weapon; (b) develop or produce a chemical weapon; (c) have a chemical weapon in his possession; (d) participate in the transfer of a chemical weapon; (e) engage in military preparations, or in preparations of a military nature, intending to use a chemical weapon.	X	Chemical Weapons Act (1996), art. 2 (A person contravening this section is guilty of an offence and liable on conviction on indictment to imprisonment for life)	page 4 of addendum 1
2	Acquire	X		X		page 4 of addendum 2
3	Possess	X		X		page 6 of the report page 4 of addendum 2 Chemical Weapons Act
4	Stockpile/store	X		X		page 4 of addendum 1 page 4 of addendum 2
5	Develop	X		X		page 6 of the report page 4 of addendum 2
6	Transport	X	1. Chemical Weapons Act (1996) as amended by Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 section 46 (proceedings for a chemical weapons offence may be instituted by order of the Commissioners of Customs and Excise if it appears to them that the offence has involved the movement of a chemical weapon into or out of any country or territory)	X	Chemical Weapons Act (1996) as amended by the Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001	page 4 of addendum 1 page 5 of addendum 2 http://www.opsi.gov.uk/acts/acts2001/ukpga_20010024_en_1

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document of national implementation law	YES	If YES, indicate source document	
			3. Carriage of Dangerous Goods Regulations include security standards of Transport Security and Contingencies (TRANSEC) 4. European Commission security measures for rail and road transports			
7	Transfer	X	Chemical Weapons Act (1996), art. 2	X	Chemical Weapons Act (1996), art. 2	page 4 of addendum 1 page 4 of addendum 2
8	Use	X	Chemical Weapons Act (1996), art. 2, as amended by the Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001, section 113 involves the use of a noxious substance or other noxious thing – places any substance or other thing in any place; for the purposes of sections 113 and 114, “substance” includes any biological agent and any other natural or artificial substance (whatever its form, origin or method of production).	X	Chemical Weapons Act (1996), art. 2, as amended by the Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001, section 113	page 6 of the report page 4 of addendum 2
9	Participate as an accomplice in above-mentioned activities	X	1. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 2. Accessories and Abettors Act 1861: aid, abet, procure or counsel a prohibited activity under the ATCSA (2001)	X	1. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 2. Accessories and Abettors Act 1861: aid, abet, procure or counsel a prohibited activity under the ATCSA (2001)	page 7 of the report page 4 of addendum 1 page 5 of addendum 2 ATCSA
10	Assist in above-mentioned activities	X		X		pages 6 and 7 of the report page 4 of addendum 1 page 5 of addendum 2

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document of national implementation law	YES	If YES, indicate source document	
11	Finance above-mentioned activities	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001	X	1. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 2. Financial sanctions and criminalizations related to Security Council sanctions obligations.	page 3 of addendum 1 page 4 of addendum 2
12	Above-mentioned activities related to means of delivery	X	Chemical Weapons Act (1996)	X	Chemical Weapons Act (1996)	page 6 of the report
13	Involvement of non-State actors in above-mentioned activities	X	Chemical Weapons Act (1996)	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001: extraterritorial applicability	page 6 of the report
14	Other					

Paragraph 2 – Nuclear Weapons

State: United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Date: 13 December 2013

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document of national implementation law	YES	If YES, indicate source document	
1	Manufacture/produce	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 – ATCSA, art. 47 (A person who develops or produces, or participates in the development or production of, a nuclear weapon; (c) has a nuclear weapon in his possession; (d) participates in the transfer of a nuclear weapon; or (e) engages in military preparations, or in preparations of a military nature, intending to use, or threaten to use, a nuclear weapon, is guilty of an offence)	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 – ATCSA, art. 47 (A person guilty of an offence under this section is liable on conviction on indictment to imprisonment for life)	page 4 of addendum 1
2	Acquire	X		X		page 4 of addendum 2
3	Possess	X		X		ATCSA
4	Stockpile/store	X		X		page 7 of the report
5	Develop	X		X		page 4 of addendum 1
6	Transport	X	Regulations by the Office for Civil Nuclear Security (OCNS) in accordance with Nuclear Industries Security Regulations (NISR) 2003	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001	page 7 of the report
7	Transfer	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 A person guilty of an offence under this section is liable on conviction on indictment to imprisonment for life	page 4 of addendum 1

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document of national implementation law	YES	If YES, indicate source document	
8	Use	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001, art. 47 (causes a nuclear weapon explosion)	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 A person guilty of an offence under this section is liable on conviction on indictment to imprisonment for life	page 7 of the report page 4 of addendum 1
9	Participate as an accomplice in above-mentioned activities	X	1. Accessories and Abettors Act 1861: aid, abet, procure or counsel a prohibited activity under the ATCSA 2. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 – ATCSA, art. 47 (a person who develops or produces, or participates in the development or production of, a nuclear weapon; (c) has a nuclear weapon in his possession; (d) participates in the transfer of a nuclear weapon; or (e) engages in military preparations, or in preparations of a military nature, intending to use, or threaten to use, a nuclear weapon, is guilty of an offence)	X	1. Accessories and Abettors Act 1861: aid, abet, procure or counsel a prohibited activity under the Anti-terrorism Crimes and Security Act 2. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 A person guilty of an offence under this section is liable on conviction on indictment to imprisonment for life	page 7 of the report page 4 of addendum 1
10	Assist in above-mentioned activities	X	1. Accessories and Abettors Act 1861: aid, abet, procure or counsel a prohibited activity under the ATCSA 2. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001	X	1. Accessories and Abettors Act 1861: aid, abet, procure or counsel a prohibited activity under the ATCSA 2. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001	page 7 of the report page 4 of addendum 1

Does national legislation exist which prohibits persons or entities to engage in one of the following activities? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document of national implementation law	YES	If YES, indicate source document	
11	Finance above-mentioned activities	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001	X	1. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 2. Financial sanctions and criminalizations related to Security Council sanctions obligations.	page 3 of addendum 1 page 4 of addendum 2
12	Above-mentioned activities related to means of delivery	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001	page 4 of addendum 1
13	Involvement of non-State actors in above-mentioned activities	X		X		page 7 of the report page 4 of addendum 1
14	Other					

Paragraph 3 (a) and (b) – account for/secure/physically protect biological weapons including related materials

State: United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Date: 13 December 2013

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
1	Measures to account for production	X	1. Regulation (EC) No. 851/2004 of the European Parliament and the Council of 21 April 2004 establishing a European Centre for Disease Prevention and Control, Article 3 defines the mission to include identification and assessment of emerging threats, including the collection of relevant data and coordinate public health services surveillance networks 2. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001, section 59: notify Home Office of holding/use of any Schedule 5 biological agent or toxin. Schedule 5 to the Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 (Modification) Order 2007	X	1. The ECDC has established a biorisk expert group project in addition to coordinating “laboratory biosafety and biosecurity efforts across Europe” as part of its Microbiology Cooperation – Biosafety mission and projects 2. Department of Health and Health Protection Agency 3. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001, section 59: notify Home Office of holding/use of any Schedule 5 biological agent or toxin. Schedule 5 to the Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 (Modification) Order 2007	page 6 of addendum 1 page 5 of addendum 2 ATCSA
2	Measures to account for use	X		X		
3	Measures to account for storage	X		X		
4	Measures to account for transport	X	Council Directives 94/55/EEC and 96/49/EEC The Carriage of Dangerous Goods and Use of Transportable Pressure Equipment Regulations 2009 (“CDG 2009”), SI 2009 No. 1348 [1], came into force on 1 July 2009	X	The Regulations implement ADR[2] 2009	page 6 of addendum 1 page 5 of addendum 2 BWC/MSP/2008/MX/WP.16 http://www.hse.gov.uk/cdg/regs.htm
5	Other measures for accounting					

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
6	Measures to secure production	X	1. Directive 2000/54/EC	X	1. The ECDC has established a biorisk expert group project in addition to coordinating “laboratory biosafety and security efforts across Europe” as part of its Microbiology Cooperation – Biosafety mission and projects 2. Department of Health and Health Protection Agency 3. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001: notify police of holding of specified disease-causing micro-organisms and toxins and to comply with security requirements imposed by authorities	pages 8 and 10 of the report page 5 of addendum 2 BWC/MSP/2008/MX/WP.16 http://www.ecdc.europa.eu/en/Pages/home.aspx
7	Measures to secure use	X	2. Regulation (EC) No. 851/2004 of the European Parliament and the Council of 21 April 2004 establishing a European Centre for Disease Prevention and Control 3. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001, section 59: notify Home Office of holding/use of any Schedule 5 biological agent or toxin 4. Statutory Instrument 2007, No. 926, part 7 of the Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 (Extension to Animal Pathogens) Order 2007 5. Anti-terrorism, Crimes and Security Act, as amended by the Order 2007: security of the toxins and pathogens listed in schedule 5 (harmful for human and animal health)	X		
8	Measures to secure storage	X		X		
9	Measures to secure transport	X	1. Regulation 24 of the Carriage of Dangerous Goods by Road Regulations (1996) as amended 2. The Carriage of Dangerous Goods and Use of Transportable Pressure Equipment Regulations 2009 (“CDG 2009”), SI 2009 No. 1348 [1], came into force on 1 July 2009 3. Code of Practice for the security of dangerous goods by road	X	1. Carriage of Dangerous Goods and Use of Transportable Pressure Equipment Regulations 2004 2. Party to ADR and RID Party to ADR and RID agreements	pages 9 and 10 of the report page 10 of the European Union report BWC/MSP/2008/MX/WP.16
10	Other measures for securing					

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
11	Regulations for physical protection of facilities/ materials/ transports	X	The National Counter-terrorism Security Office is a police unit co-located with the Centre for the Protection of the National Infrastructure	X	Overseen by the National Counter-terrorism and Security Office whose staff can offer specialist advice regarding the security of explosives and precursor chemicals (including fertilizers), pathogens and toxins, radiological sources and other toxic chemicals	page 8 of addendum 1 http://www.nactso.gov.uk/default.aspx
12	Licensing/registration of facilities/persons handling biological materials	X	1. European Commission Directive on Biological agents 2000/54/EC 2. Control of Substances Hazardous to Health (COSHH) regulations 3. Genetically Modified Organisms (Contained Use) Regulations (2000) 4. Specified Animal Pathogens Order (1998) SAPO 5. Plant Health (Great Britain) Order (1933) 6. European Commission Directive 95/44/EC 7. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001, part 7, art. 59: duty to notify Secretary of State before keeping or using dangerous substances	X	1. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001, part 7, art. 67 2. The Specified Animal Pathogens Order (SAPO) 2008 provides a legal basis for the inspection and enforcement role for this legislation from the Department for Environment, Food and Rural Affairs, the Veterinary Laboratories Agency and local authorities to the Health and Safety Executive. The legislation came into effect on 28 April 2008	pages 8 and 9 of the report BWC/MSP/2008/MX/WP.16 ATCSA

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect BW and Related Materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
13	Reliability check of personnel	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001: furnish police on request with details of persons with access to specified dangerous substances	X	Home Secretary to direct that named individuals must not be allowed access	page 10 of the report
14	Measures to account for/secure/physically protect means of delivery	X	Means of delivery are prohibited under Biological Weapons Act	X	Means of delivery are prohibited under Biological Weapons Act	page 6 of addendum 1
15	Regulations for genetic engineering work	X	1. Genetically Modified Organisms (Contained Use) Regulations (2000) 2. Genetically Modified Organisms (Contained Use) (Amendment) Regulations 2002	X	1. Genetically Modified Organisms (Contained Use) Regulations (2000) 2. Genetically Modified Organisms (Contained Use) (Amendment) Regulations 2002	page 9 of the report pages 5 and 6 of addendum 1 BWC/MSP/2008/MX/WP.16
16	Other legislation/regulations related to safety and security of biological materials	X	1. Control of Substances Hazardous to Health Regulations 2002 (as amended), regulation 7 (10) schedule 3, para. 6 2. Transboundary Movements of Genetically Modified Organisms Regulation 1946/2003	X	1. Control of Substances Hazardous to Health Regulations 2002 (as amended), regulation 7 (10) schedule 3, para. 6 2. Transboundary Movements of Genetically Modified Organisms Regulation 1946/2003	page 6 of addendum 1
17	Other					

Paragraph 3 (a) and (b) – account for/secure/physically protect chemical weapons, including related materials

State: United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Date: 13 December 2014

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect chemical weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
1	Measures to account for production	X	1. Chemical Weapons Act (1996), sections 19 (restriction on use) and 20 (licence granted by the Secretary of State). Licence holders are required to account for their production, use and stocks of any Schedule 1 chemicals on their site 2. CWC National Authority inspects and maintains accounts for all Schedule 1, 2 and 3 chemicals	X	Chemical Weapons Act (1996)	page 8 of the report
2	Measures to account for use	X		X	Chemical Weapons Act (1996)	page 6 of addendum 1
3	Measures to account for storage	X		X	Chemical Weapons Act (1996)	page 6 of addendum 2 Chemical Weapons Act
4	Measures to account for transport	X	1. Council Directives 94/55/EEC and 96/49/EEC 2. The Carriage of Dangerous Goods and Use of Transportable Pressure Equipment Regulations 2009 (“CDG 2009”), SI 2009 No. 1348 [1], came into force on 1 July 2009	X	The Regulations implement ADR[2] 2009	page 6 of addendum 1 page 5 of addendum 2 http://www.hse.gov.uk/cdg/regs.htm
5	Other measures for accounting	X	Chemical Weapons Act (1996) Restriction on use etc. (1) Subject to section 20 (which relates to licences) n° person shall – (a) use a Schedule 1 toxic chemical or precursor for a permitted purpose, or	X	Chemical Weapons Act (1996) A person contravening this section is guilty of an offence and liable – (a) on summary conviction, to a fine of an amount not exceeding the statutory maximum;	

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect chemical weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
			(b) produce or have in his possession a Schedule 1 toxic chemical or precursor with the intention that it will be used for a permitted purpose (2) A Schedule 1 toxic chemical or precursor is a toxic chemical or precursor listed in Schedule 1 to the annex on chemicals to the Convention; and for ease of reference that Schedule is set out in the Schedule to this Act		(b) on conviction on indictment, to a fine	
6	Measures to secure production	X	Directive 98/24/EC	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001: notify police of holding of specified toxins and to comply with security requirements imposed by authorities	page 10 of the European Union report page 10 of the report
7	Measures to secure use	X	Chemical Weapons Act (1996)	X		
8	Measures to secure storage	X		X		
9	Measures to secure transport	X	1. Regulation 24 of the Carriage of Dangerous Goods by Road Regulations (1996) as amended 2. Code of Practice for the security of dangerous goods by road 3. Regulation (EC) No. 1272/2008 of the European Parliament and of the Council of 16 December 2008 on classification, labelling and packaging of substances and mixtures, amending and repealing Directives 67/548/EEC and 1999/45/EC, and amending Regulation (EC) No. 1907/2006	X	Party to ADR and RID agreements	pages 9 and 10 of the report page 10 of the European Union report
10	Other measures for securing					

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect chemical weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
11	Regulations for physical protection of facilities/materials/ transports	X	The National Counter-terrorism Security Office is a police unit co-located with the Centre for the Protection of the National Infrastructure	X	Overseen by the National Counter-terrorism and Security Office whose staff can offer specialist advice regarding the security of explosives and precursor chemicals (including fertilizers), pathogens and toxins, radiological sources and other toxic chemicals	page 8 of addendum 1 http://www.nactso.gov.uk/default.aspx
12	Licensing of chemical installations/entities/use of materials	X	Chemical Weapons Act (1996), sections 19 (restriction on use) and 20 (licence granted by the Secretary of State)	X	Chemical Weapons Convention National Authority inspects and maintains accounts	page 8 of the report page 6 of addendum 1 page 6 of addendum 2 Chemical Weapons Act
13	Reliability check of personnel	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001: furnish police on request with details of persons with access to specified dangerous substances			page 10 of the report
14	Measures to account for/secure/ physically protect means of delivery	X	Means of delivery are prohibited under Chemical Weapons Act art. 1 definition of a chemical weapon includes munitions and other devices designed to cause death or harm through the toxic properties of toxic chemicals released by them; (c) equipment designed for use in connection with munitions and devices falling within paragraph	X	Means of delivery are prohibited under Chemical Weapons Act	page 7 of addendum 1

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect chemical weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
15	National Chemical Weapons Convention authority	X	Appropriate procedures to be in place to ensure the chemicals will be used and disposed of in accordance with United Kingdom regulations	X	1. Department of Trade and Industry (BERR) 2. Defence Science and Technology Laboratory, Chemical and Biological Systems, Porton Down established on 29 June 1999 according to annex 8 of OPCW 2009 Annual Report on Implementation	page 8 of the report pages 6 and 12 of addendum 1 http://www.opcw.org/fileadmin/OPCW/EC/61/en/ec6104c15crp01e.pdf
16	Reporting Schedule I, II and III chemicals to OPCW`	X	BERR transmits to OPCW	X	BERR transmits to OPCW UK has submitted 13 declarations according to annex 9 of the OPCW 2009 Annual Report on Implementation	page 8 of the report http://www.opcw.org/fileadmin/OPCW/EC/61/en/ec6104c15crp01e.pdf
17	Account for, secure or physically protect old chemical weapons	X	Accounted for, secured and physically protected at the Ministry of Defence, Defence Science and Technology Laboratory Porton Down Destruction of all old chemical weapons recovered to date was completed in March 2007	X	OPCW carries out regular inspections	page 7 of addendum 1 page 6 of addendum 2
18	Other legislation/regulations controlling chemical materials					
19	Other					

Paragraph 3 (a) and (b) – account for/secure/physically protect nuclear weapons, including related materials

State:

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Date:

13 December 2014

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect nuclear weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document of national implementation law	YES	If YES, indicate source document	
1	Measures to account for production	X	1. EURATOM Treaty, Chapter VII Safeguards	X	1. Atomic Energy Act, 1946	page 8 of the report
2	Measures to account for use	X	2. Commission Regulation (EURATOM) No. 302/2005	X	2. Nuclear Material (Offences) 1983	page 7 of addendum 1
3	Measures to account for storage	X	3. INFCIRC/263 and Add.1	X	3. Terrorism Act (2006), sections 9 and 10	page 6 of addendum 2 Terrorism Act
4	Measures to account for transport	X	Regulations by Office for Civil Nuclear Security (OCNS) in accordance with Nuclear Industries Security Regulations (NISR) 2003	X	Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001	page 4 of addendum 1 page 6 of addendum 2
5	Other measures for accounting					
6	Measures to secure production	X	1. Nuclear Industries Security Regulations (2003) 2. European Council Directive 96/29/EURATOM of 13 May 1996, articles 2, 18, 19 and 20	X	1. Protection by Civil Nuclear Constabulary (CNC) – relates only to civil sites/material 2. The Ministry of Defence Police (MDP) perform a similar job in relation to defence sites/material 3. Terrorism Act (2006), section 9, implements the United Nations Convention for the Suppression of Acts of Nuclear Terrorism	pages 7 and 8 of addendum 1 page 6 of addendum 2

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect nuclear weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document of national implementation law	YES	If YES, indicate source document	
7	Measures to secure use	X	1. Nuclear Industries Security Regulations (2003) 2. European Council Directive 96/29/EURATOM of 13 May 1996, articles 2, 18, 19 and 20	X	1. Protection by Civil Nuclear Constabulary (CNC) – relates only to civil sites/material 2. The Ministry of Defence Police perform a similar job in relation to defence sites/material 3. Nuclear Material (Offences) Act (1983) 4. Terrorism Act (2006), section 9, implements the United Nations Convention for the Suppression of Acts of Nuclear Terrorism	pages 7 and 8 of addendum 1 page 6 of addendum 2
8	Measures to secure storage	X	1. Nuclear Industries Security Regulations (2003) 2. European Council Directive 96/29/EURATOM of 13 May 1996, articles 2, 18, 19 and 20	X	1. Protection by Civil Nuclear Constabulary – relates only to civil sites/material 2. The Ministry of Defence Police perform a similar job in relation to defence sites/material 3. Nuclear Material (Offences) Act (1983) 4. Terrorism Act (2006), section 9, implements the United Nations Convention for the Suppression of Acts of Nuclear Terrorism	pages 7 and 8 of addendum 1 page 6 of addendum 2 Terrorism Act

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect nuclear weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document of national implementation law	YES	If YES, indicate source document	
9	Measures to secure transport	X	1. Nuclear Industries Security Regulations (2003) 2. European Council Directives 94/55/EEC on the approximation of the laws of the Member States with regard to the transport of dangerous goods by road and 96/49/EEC on the approximation of the laws of the Member States with regard to the transport of dangerous goods by rail	X	1. The Office for Civil Nuclear Security approved security plans required 2. Protection by Civil Nuclear Constabulary 3. F158l 4. Nuclear Material (Offences) Act (1983)	pages 9 and 10 of the report page 7 of addendum 2
10	Other measures for securing	X	1. Uranium Enrichment Technology (Prohibition on Disclosure) Regulations 2004 2. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 3. Official Secrets Act (1989)	X	1. Uranium Enrichment Technology (Prohibition on Disclosure) Regulations 2004 2. Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001 3. Official Secrets Act (1989)	page 7 of addendum 1
11	Regulations for physical protection of facilities/materials/ transports	X	1. Nuclear Industries Security Regulations (2003); UK civil nuclear operators must have approved site security plans covering physical protection 2. Energy Act (2004) 3. Joint Service Publication 440	X	1. Office for Civil Nuclear Security under the Health and Safety Executive 2. Civil Nuclear Constabulary 3. Civil Nuclear Police Authority 4. Ministry of Defence Police for physical security of defence sites/material	page 10 of the report page 7 of addendum 2
12	Licensing of nuclear installations/entities/use of materials	X	1. Nuclear Installations Act (1965) 2. Radioactive Substances Act (1993) 3. Energy Act (2004)	X	Civil Nuclear Constabulary is responsible for the protection of civil nuclear sites and nuclear materials on designated United Kingdom nuclear licensed sites and transit	page 8 of the European Union report page 7 of addendum 2 Energy Act
13	Reliability check of personnel	X	The Office for Civil Nuclear Security carries out vetting	X	Nuclear Industries Security Regulations (2003)	page 7 of addendum 1

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect nuclear weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document of national implementation law	YES	If YES, indicate source document	
14	Measures to account for/secure/physically protect means of delivery					
15	National regulatory authority	X	Nuclear Industries Security Regulations (2003)	X	Office for Civil Nuclear Security	page 7 of addendum 1 page 7 of addendum 2
16	IAEA safeguards agreements	X	1. Safeguards Agreement (IAEA and EURATOM), INFCIRC/263 2. United Kingdom Additional Protocol INFCIRC/263.Add.1 in force 30 April 2004	X	1. Nuclear Safeguards and Electricity (Finance) Act, 1978 2. Nuclear Safeguards Act 2000	page 8 of the report page 7 of addendum 1 page 6 of addendum 2
17	IAEA Code of Conduct on Safety and Security of Radioactive Sources	X	Notification pursuant to GC(47)/RES/7.B	X	Point of Contact: Head, Special Casework Licensing Unit, Export Control Organization – Export Control Organization	http://www-ns.iaea.org/downloads/rw/meetings/code-conduct-signatories.pdf
18	IAEA Database on Illicit Trafficking of Nuclear Materials and other Radioactive Sources	X	Contributes to database programme	X	Office for Civil Nuclear Security	http://www.iaea.org/About/Policy/GC/GC42/Documents/gc42-17.html
19	Other agreements related to IAEA	X	INFCIRC/254/Rev.6/Part 1* 16 May 2003	X	Office for Civil Nuclear Security	http://www.iaea.org/Publications/Documents/Infcircs/2003/infcirc254r6p1.pdf
20	Additional national legislation/regulations related to nuclear materials, including CPPNM	X	1. Nuclear Materials (Offences) Act 1983 2. Terrorism Act (2006)	X	1. Nuclear Materials (Offences) Act 1983 2. Terrorism Act (2006)	page 6 of addendum 2

Are any of the following measures, procedures or legislation in place to account for, secure or otherwise protect nuclear weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties and others		Remarks
		YES	If YES, indicate source document of national implementation law	YES	If YES, indicate source document	
21	Other	X	1. Uranium Enrichment Technology (Prohibition on Disclosure) Regulations (2004) 2. From 1 July 2005 a comprehensive set of transport security measures will become mandatory – relates to non-nuclear material dangerous goods			pages 7 and 9 of the report

Paragraph 3 (c) and (d) and related matters from paragraphs 6 and 10 – controls of biological weapons, including related materials

State: **United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland**
Date: **13 December 2014**

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of biological weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
1	Border control	X	1. Council Regulation 2913/1992 (Community Customs Code) 2. Commission Regulation 2454/1993 (Implementing provisions to the Community Customs Code) 3. European Union Regulation No. 648 of 13 April 2005 (Security Amendment) 4. Regulation (EC) No. 1889/2005 of the European Parliament and of the Council of 26 October 2005 on controls of cash entering or leaving the Community 5. Customs and Excise Management Act (1979) 6. Finance Act (1994)	X	1. Police 2. Security Service 3. Immigration 4. Customs	pages 3 and 11 of the report page 12 of the European Union report page 7 of addendum 2 Community Customs Code
2	Technical support of border control measures	X	1. European Union Regulation No. 648 of 13 April 2005 (Security Amendment) 2. Defence Science and Technology Laboratory provides assistance in conjunction with other governmental departments and agencies	X	Scanners in main ports, X-ray machines and explosive and radioactive detectors	page 9 of addendum 1 page 7 of addendum 2

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of biological weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
			3. Ratings advice provided by the Department for Business, Enterprise and Regulatory Reform Technical Assessment Unit			
3	Control of brokering, trading in, negotiating, otherwise assisting in sale of goods and technology	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Trade in Goods (Control) Order (2003) 3. Amendment of the Biological Weapons Act 1974 as amended by the Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001, sections 43-44	X	1. Trade in Goods (Control) Order (2003) 2. Biological Weapons Act of 8 February 1974, Chapter 6 – section 1 as amended by Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001	page 12 of the report page 10 of addendum 1 page 4 of addendum 2 http://www.opsi.gov.uk/RevisedStatutes/Acts/ukpga/1974/cukpga_19740006_en_1
4	Enforcement agencies/authorities	X	1. Customs and Excise Management Act (1979) 2. Biological Weapons Act 1974 (Proceedings for a biological weapons offence may be instituted by order of the Commissioners of Customs and Excise if it appears to them that the offence has involved; (b) the movement of any such thing into or out of any country or territory)	X	Customs officers, police, coast guard, armed forces, Restricted Enforcement Unit	pages 3 and 11 of the report

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of biological weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
5	Export control legislation in place	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Export Control Order No. 3231 (2008) 3. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order 2003 – Customs and Excise No. 2764	X	1. Biological Weapons Act 1974 as amended by the Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001, section 45 2. Export Control Act (2002) 3. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003)	page 12 of the report page 10 of addendum 1 European Union Regulation 428/2009
6	Licensing provisions	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	1. Export Control Order No. 3231, Part 6 – Offences, Enforcement and Penalties 2. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003)	pages 9 and 10 of addendum 1 page 8 of addendum 2 Export Control Order 2008
7	Individual licensing	X	2. Export Control Order No. 3231 (2008) 3. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order 2003 – Customs and Excise No. 2764	X	3. Trade in Goods (Control) Order (2003)	pages 9 and 10 of addendum 1 page 8 of addendum 2 Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order 2003
8	General licensing	X		X		

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of biological weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
9	Exceptions from licensing	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items – Possibility of National General Authorization for Intra-Community Trade 2. Export Control Order No. 3231 (2008) , part 2	X	1. An authorization shall be required for intra-Community transfers of dual-use items listed in Annex IV. Items listed in part 2 of annex IV shall not be covered by a general authorization 2. Art. 17: Transit and Trans-shipment exceptions and art. 18: Software and technology exceptions	Export Control Order 2008
10	Licensing of deemed export/visa	X	1. Council Joint Action of 22 June 2000 concerning the control of technical assistance related to certain military end-uses 2. Export Control Order No. 3231 (2008) 3. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003)	X	Since November 2007 the academic technology approval scheme became a mandatory requirement within the Immigration rules	pages 9 and 10 of addendum 1 page 4 of addendum 2 http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:32000E0401:EN:HTML
11	National licensing authority	X	The Export Control Organization is responsible for issuing export licences for so-called “strategic” goods. This includes a wide range of items including military and dual-use goods, firearms, nuclear, chemical, biological products and much more, as well as items that are controlled when transmitted electronically	X	Export Control Organization, Department for Business, Enterprise and Regulatory Reform (BERR)	page 3 of the report page 10 of addendum 1 page 8 of addendum 2 http://www.berr.gov.uk/policies/export-control-organisation/eco-contact-details

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of biological weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
12	Inter-agency review for licences	X	Export Control Organization, part of the Department for Business, Enterprise and Regulatory Reform Other Departments	X	Secretary of State for Business, Innovation and Skills and President of the Board of Trade, Minister of State for Universities and Science (attending Cabinet), Minister of State for Further Education, Skills and Lifelong Learning, Minister of State for Business and Enterprise, Minister for Employment Relations, Consumer and Postal Affairs, Parliamentary Secretary for Business, Innovation and Skills, Minister for Culture, Communications and Creative Industries (jointly with the Department for Culture, Media and Sport)	page 10 of addendum 1 page 8 of addendum 2 http://www.berr.gov.uk/ministers
13	Control lists	X	Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	1. Export Control Order No. 3231 (2008), part 2 2. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003) 3. Trade in Goods (Control) Order (2003)	European Union Regulation 428/2009

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of biological weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
14	Updating of lists	X	Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	The lists of dual-use items set out in annex I and annex IV shall be updated in conformity with the relevant obligations and commitments, and any modification thereof, that each Member State has accepted as a member of the international non-proliferation regimes and export control arrangements, or by ratification of relevant international treaties	European Union Regulation 428/2009
15	Inclusion of technologies	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Export Control Order No. 3231 (2008) 3. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003) – Customs and Excise No. 2764	X	Department for Trade and Industry Export Licensing and Sanctions – particular circumstances, art. 3.6	Export Control Order 2008
16	Inclusion of means of delivery	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Export Control Order No. 3231 (2008) – Part 3 Art. 19 End-use control on technical assistance	X	1. Export Control Order No. 3231 (2008) 2. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003) – Customs and Excise No. 2764	page 12 of the report

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of biological weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
			3. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003) – Customs and Excise No. 2764			
17	End-user controls	X		X		pages 9 and 10 of addendum 1
18	Catch all clause	X		X		pages 9 and 10 of addendum 1
19	Intangible transfers	X		X		page 12 of the report page 10 of addendum 1
20	Transit control	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Customs and Excise Management Act (1979)	X	Customs and Excise Management Act (1979)	page 11 of the report page 10 of addendum 1
21	Trans-shipment control	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Customs and Excise Management Act (1979) 3. Open General Transshipment Licence 4. Individual Transshipment Licence (if consistent with consolidated criteria)	X	Department for Trade and Industry Export Licensing and Sanctions – particular circumstances, art. 3.6	page 10 of addendum 1 page 8 of addendum 2

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of biological weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
22	Re-export control	X	Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	Department for Trade and Industry Export Licensing and Sanctions – particular circumstances, art. 3.6	page 10 of addendum 1 Department for Trade and Industry Export Licensing and Sanctions
23	Control of providing funds					
24	Control of providing transport services	X	Biological Weapons Act 1974 (Proceedings for a biological weapons offence may be instituted by order of the Commissioners of Customs and Excise if it appears to them that the offence has involved; (b) the movement of any such thing into or out of any country or territory)	X	Biological Weapons Act 1974 (Proceedings for a biological weapons offence may be instituted by order of the Commissioners of Customs and Excise if it appears to them that the offence has involved; (b) the movement of any such thing into or out of any country or territory)	http://www.opsi.gov.uk/RevisedStatutes/Acts/ukpga/1974/cukpga_19740006_en_1
25	Control of importation	X	1. Regulation (EC) No. 648/2005 of the European Parliament and of the Council amending Council Regulation (EEC) No. 2913/92 establishing the Community Customs Code 2. Importation of Animal Pathogens Order IAPO (1980) 3. Plant Health (Great Britain) Order (1993)	X	Customs and Excise Management Act (1979)	pages 9 and 11 of the report

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of biological weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
26	Extraterritorial applicability	X	1. Biological Weapons Act 1974 (section 1 applies to acts done outside the United Kingdom, but only if they are done by a United Kingdom person) 2. Proceedings for an offence committed under section 1 outside the United Kingdom may be taken, and the offence may for incidental purposes be treated as having been committed, in any place in the United Kingdom) Export Control Order No. 3231 (2008) 3. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003) – Customs and Excise No. 2764 4. Trade in Goods (Control) Order (2003)	X	1. Export Control Order No. 3231 (2008) 2. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003) – Customs and Excise No. 2764 3. Trade in Goods (Control) Order (2003)	page 12 of the report page 10 of addendum 1 http://www.opsi.gov.uk/RevisedStatutes/Acts/ukpga/1974/cukpga_19740006_en_1
27	Other	X	1. Importation of Animal Pathogens Order (1980) 2. Plant Health (Great Britain) Order (1993)			

Paragraph 3 (c) and (d) and related matters from paragraphs 6 and 10 – controls of chemical weapons, including related materials

State:

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Date:

13 December 2013

S/AC.44/2013/26

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of chemical weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
1	Border control	X	1. Council Regulation 2913/1992 (Community Customs Code) 2. Commission Regulation 2454/1993 (Implementing provisions to the Community Customs Code) 3. European Union Regulation No. 648 of 13 April 2005 (Security Amendment) 4. Regulation (EC) No. 1889/2005 of the European Parliament and of the Council of 26 October 2005 on controls of cash entering or leaving the Community 5. Customs and Excise Management Act (1979) 6. Finance Act (1994)	X	1. Police 2. Security Service 3. Immigration 4. Customs	pages 3 and 11 of the report page 12 of the European Union report page 7 of addendum 2 Community Customs Code
2	Technical support of border control measures	X	1. European Union Regulation No. 648 of 13 April 2005 (Security Amendment) 2. Defence Science and Technology Laboratory provides assistance in conjunction with other governmental departments and agencies 3. Ratings advice provided by Department for Business, Enterprise and Regulatory Reform Technical Assessment Unit	X	Scanners in main ports, X-ray machines and explosive and radioactive detectors	page 9 of addendum 1 page 7 of addendum 2

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of chemical weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
3	Control of brokering, trading in, negotiating, otherwise assisting in sale of goods and technology	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Trade in Goods (Control) Order (2003) 3. Chemical Weapons Act as amended by the Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001, sections 43-44	X	1. Trade in Goods (Control) Order (2003) 2. Biological Weapons Act of 8 February 1974, Chapter 6 – section 1 as amended by Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001	page 12 of the report page 10 of addendum 1 page 4 of addendum 2 http://www.opsi.gov.uk/RevisedStatutes/Acts/ukpga/1974/cukpga_19740006_en_1
4	Enforcement agencies/authorities	X	Customs and Excise Management Act (1979)	X	Customs officers, police, coast guard, armed forces, Restricted Enforcement Unit	pages 3 and 11 of the report
5	Export control legislation in place	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Export Control Order No. 3231 (2008) 3. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003) – Customs and Excise No. 2764	X	1. Biological Weapons Act 1974 as amended by the Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001, section 45 2. Export Control Act (2002) 3. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003)	page 12 of the report page 10 of addendum 1 European Union Regulation 428/2009

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of chemical weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
6	Licensing provisions	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	1. Export Control Order No. 3231, Part 6 – Offences, Enforcement and Penalties 2. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003)	pages 9 and 10 of addendum 1 page 8 of addendum 2 Export Control Order 2008
7	Individual licensing	X	2. Export Control Order No. 3231 (2008)	X	3. Trade in Goods (Control) Order (2003)	pages 9 and 10 of addendum 1 page 8 of addendum 2 Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order 2003
8	General licensing	X	3. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order 2003 – Customs and Excise No. 2764	X		
9	Exceptions from licensing	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items – Possibility of National General Authorization for intra-Community trade 2. Export Control Order No. 3231 (2008), part 2	X	1. An authorization shall be required for intra-Community transfers of dual-use items listed in annex IV. Items listed in part 2 of annex IV shall not be covered by a general authorization 2. Art. 17: Transit and Transshipment exceptions and art. 18: Software and technology exceptions	Export Control Order 2008
10	Licensing of deemed export/visa	X	1. Council Joint Action of 22 June 2000 concerning the control of technical assistance related to certain military end-uses 2. Export Control Order No. 3231 (2008) 3. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003)	X	Since November 2007 the academic technology approval scheme became a mandatory requirement within the Immigration rules.	pages 9 and 10 of addendum 1 page 4 of addendum 2 http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:32000E0401:EN:HTML

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of chemical weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
11	National licensing authority	X	The Export Control Organization is responsible for issuing export licences for so-called “strategic” goods. This includes a wide range of items, including military and dual-use goods, firearms, nuclear, chemical, biological products and much more, as well as items that are controlled when transmitted electronically	X	Export Control Organization, Department for Business, Enterprise and Regulatory Reform	page 3 of the report page 10 of addendum 1 page 8 of addendum 2 http://www.berr.gov.uk/policies/export-control-organisation/eco-contact-details
12	Inter-agency review for licences	X	Export Control Organization, part of the Department for Business, Enterprise and Regulatory Reform, other departments	X	Secretary of State for Business, Innovation and Skills and President of the Board of Trade Minister of State for Universities and Science (attending Cabinet) Minister of State for Further Education, Skills and Lifelong Learning, Minister of State for Business and Enterprise, Minister for Employment Relations, Consumer and Postal Affairs, Parliamentary Secretary for Business, Innovation and Skills, Minister for Culture, Communications and Creative Industries (jointly with the Department for Culture, Media and Sport)	page 10 of addendum 1 page 8 of addendum 2 http://www.berr.gov.uk/ministers

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of chemical weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
13	Control lists	X	Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	1. Export Control Order No. 3231 (2008), part 2 2. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003) 3. Trade in Goods (Control) Order (2003)	European Union Regulation 428/2009
14	Updating of lists	X	Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	The lists of dual-use items set out in annex I and annex IV shall be updated in conformity with the relevant obligations and commitments, and any modification thereof, that each Member State has accepted as a member of the international non-proliferation regimes and export control arrangements, or by ratification of relevant international treaties	European Union Regulation 428/2009
15	Inclusion of technologies	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	1. Export Control Order No. 3231 (2008) 2. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order 2003 – Customs and Excise No. 2764	page 12 of the report
16	Inclusion of means of delivery	X		X		pages 9 and 10 of addendum 1
17	End-user controls	X		X		pages 9 and 10 of addendum 1
18	Catch-all clause	X		X		page 12 of the report page 10 of addendum 1

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of chemical weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
19	Intangible transfers	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Customs and Excise Management Act (1979)	X	Customs and Excise Management Act (1979)	page 11 of the report page 10 of addendum 1
20	Transit control	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Customs and Excise Management Act (1979) 3. Open General Transshipment Licence 4. Individual Transshipment Licence (if consistent with consolidated criteria)	X	Department for Trade and Industry Export Licensing and Sanctions – particular circumstances, Art. 3.6	page 10 of addendum 1 page 8 of addendum 2
21	Trans-shipment control	X	Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	Department for Trade and Industry Export Licensing and Sanctions – particular circumstances, Art. 3.6	page 10 of addendum 1 Department for Trade and Industry Export Licensing and Sanctions
22	Re-export control	X	Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	Department for Trade and Industry Export Licensing and Sanctions – particular circumstances, Art. 3.6	page 10 of addendum 1 Department for Trade and Industry Export Licensing and Sanctions
23	Control of providing funds					

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of chemical weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
24	Control of providing transport services	X	Chemical Weapons Act 1996 as amended by the Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001: proceedings for a chemical weapons offence may be instituted by order of the Commissioners of Customs and Excise if it appears to them that the offence has involved – (b) the movement of a chemical weapon into or out of any country or territory			
25	Control of importation	X	1. Regulation (EC) No. 648/2005 of the European Parliament and of the Council amending Council Regulation (EEC) No. 2913/92 establishing the Community Customs Code 2. Import of Schedule I chemicals requires licence	X	Customs and Excise Management Act (1979)	pages 8 and 11 of the report
26	Extraterritorial applicability	X	1. Export Control Act (2008) 2. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003) 3. Trade in Goods (Control) Order (2003)	X	1. Export Control Act (2008) 2. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003) 3. Trade in Goods (Control) Order (2003)	page 12 of the report page 10 of addendum 1
27	Other					

Paragraph 3 (c) and (d) and related matters from paragraphs 6 and 10 – controls of nuclear weapons, including related materials

State:

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Date:

13 December 2013

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of nuclear weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
1	Border control	X	1. Council Regulation 2913/1992 (Community Customs Code) 2. Commission Regulation 2454/1993 (Implementing provisions to the Community Customs Code) 3. European Union Regulation No. 648 of 13 April 2005 (Security Amendment) 4. Regulation (EC) No. 1889/2005 of the European Parliament and of the Council of 26 October 2005 on controls of cash entering or leaving the Community 5. Customs and Excise Management Act (1979) 6. Finance Act (1994)	X	1. Police 2. Security Service 3. Immigration 4. Customs	pages 3 and 11 of the report page 12 of the European Union report page 7 of addendum 2 Community Customs Code
2	Technical support of border control measures	X	1. European Union Regulation No. 648 of 13 April 2005 (security amendment) 2. Defence Science and Technology Laboratory provides assistance in conjunction with other governmental departments and agencies	X	Scanners in main ports, X-ray machines and explosive and radioactive detectors	page 9 of addendum 1 page 7 of addendum 2

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of nuclear weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
			3. Ratings advice provided by the Department for Business, Enterprise and Regulatory Reform Technical Assessment Unit			
3	Control of brokering, trading in, negotiating, otherwise assisting in sale of goods and technology	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Trade in Goods (Control) Order (2003) 3. Chemical Weapons Act as amended by the Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001, sections 43-44	X	1. Trade in Goods (Control) Order (2003) 2. Biological Weapons Act of 8 February 1974, Chapter 6 – section 1 as amended by the Anti-terrorism, Crime and Security Act 2001	page 12 of the report page 10 of addendum 1 page 4 of addendum 2 http://www.opsi.gov.uk/RevisedStatutes/Acts/ukpga/1974/cukpga_19740006_en_1
4	Enforcement agencies/authorities	X	Customs and Excise Management Act (1979)	X	Customs officers, police, coast guard, armed forces, Restricted Enforcement Unit	pages 3 and 11 of the report
5	Export control legislation in place	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Export Control Order No. 3231 (2008) 3. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order 2003, Customs and Excise No. 2764	X	1. Biological Weapons Act 1974 as amended by the Anti-terrorism, Crime and Security (2001), section 45 2. Export Control Act (2002) 3. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003)	page 12 of the report page 10 of addendum 1 European Union Regulation 428/2009

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of nuclear weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
6	Licensing provisions	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	1. Export Control Order No. 3231, part 6 – Offences, Enforcement and Penalties 2. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003)	pages 9 and 10 of addendum 1 page 8 of addendum 2 Export Control Order 2008
7	Individual licensing	X	2. Export Control Order No. 3231 (2008)	X		pages 9 and 10 of addendum 1
8	General licensing	X	3. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order 2003 – Customs and Excise No. 2764	X	3. Trade in Goods (Control) Order (2003)	page 8 of addendum 2 Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003)
9	Exceptions from licensing	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items – Possibility of National General Authorization for Intra-Community trade 2. Export Control Order No. 3231 (2008), part 2	X	1. An authorization shall be required for intra-Community transfers of dual-use items listed in annex IV. Items listed in part 2 of annex IV shall not be covered by a general authorization 2. Art. 17: Transit and Trans-shipment exceptions and art. 18: software and technology exceptions	Export Control Order 2008
10	Licensing of deemed export/visa	X	1. Council Joint Action of 22 June 2000 concerning the control of technical assistance related to certain military end-uses 2. Export Control Order No. 3231 (2008) 3. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003)	X	Since November 2007 the academic technology approval scheme became a mandatory requirement within the immigration rules	pages 9 and 10 of addendum 1 page 4 of addendum 2 http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:32000E0401:EN:HTML

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of nuclear weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
			2. Official Secrets Act (1989): improper communication of information relating to nuclear weapons and related defence material			
11	National licensing authority	X	The Export Control Organization is responsible for issuing export licences for so-called “strategic” goods. This includes a wide range of items, including military and dual-use goods, firearms, nuclear, chemical, biological products and much more, as well as items that are controlled when transmitted electronically	X	Export Control Organization, Department of Business, Enterprise and Regulatory Reform	page 3 of the report page 10 of addendum 1 page 8 of addendum 2 http://www.berr.gov.uk/policies/export-control-organisation/eco-contact-details
12	Inter-agency review for licences	X	Export Control Organization, part of the Department for Business, Enterprise and Regulatory Reform (BERR) Other Departments	X	Secretary of State for Business, Innovation and Skills and President of the Board of Trade, Minister of State for Universities and Science (attending Cabinet) Minister of State for Further Education, Skills and Lifelong Learning, Minister of State for Business and Enterprise, Minister for Employment Relations, Consumer and Postal Affairs, Parliamentary Secretary for Business, Innovation and Skills, Minister for Culture, Communications and Creative Industries (jointly with the Department for Culture, Media and Sport)	page 10 of addendum 1 page 8 of addendum 2 http://www.berr.gov.uk/ministers

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of nuclear weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
13	Control lists	X	Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	1. Export Control Order No. 3231 (2008), part 2. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003) 3. Trade in Goods (Control) Order (2003)	European Union Regulation 428/2009
14	Updating of lists	X	Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	The lists of dual-use items set out in annex I and annex IV shall be updated in conformity with the relevant obligations and commitments and any modification thereof, that each member State has accepted as a member of the international non-proliferation regimes and export control arrangements, or by ratification of relevant international treaties.	European Union Regulation 428/2009
15	Inclusion of technologies	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Export Control Order No. 3231 (2008) – part 3, art. 19, End-use control on technical assistance 3. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order 2003 – Customs and Excise No. 2764	X	1. Export Control Order No. 3231 (2008) 2. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order 2003, Customs and Excise No. 2764	page 12 of the report

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of nuclear weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
16	Inclusion of means of delivery	X	Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Export Control Order No. 3231 (2008) – part 3, art. 19, End-use control on technical assistance 3. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order 2003 – Customs and Excise No. 2764	X	2. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order 2003 – Customs and Excise No. 2764	pages 9 and 10 of addendum 1
17	End-user controls	X		X		pages 9 and 10 of addendum 1
18	Catch all clause	X		X		page 12 of the report page 10 of addendum 1
19	Intangible transfers	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Customs and Excise Management Act (1979)	X	Customs and Excise Management Act (1979)	page 11 of the report page 10 of addendum 1
20	Transit control	X	1. Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items 2. Customs and Excise Management Act (1979) 3. Open General Transshipment Licence 4. Individual Transshipment Licence (if consistent with consolidated criteria)	X	Department of Trade and Industry Export Licensing and Sanctions – particular circumstances, art. 3.6	page 10 of addendum 1 page 8 of addendum 2

Which of the following legislation, procedures, measures, agencies exist to control border crossings, export/import and other transfers of nuclear weapons and related materials? Can violators be penalized?		National legal framework		Enforcement: civil/criminal penalties, and measures of implementation, etc.		Remarks
		YES	If YES, indicate source document	YES	If YES, indicate source document	
21	Trans-shipment control	X	Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	Department of Trade and Industry Export Licensing and Sanctions – particular circumstances, art. 3.6	page 10 of addendum 1 Department for Trade and Industry Export Licensing and Sanctions
22	Re-export control	X	Council regulation (EC) No. 428/2009 of 5 May 2009 setting up a Community regime for the control of exports, transfer, brokering and transit of dual-use items	X	Department of Trade and Industry Export Licensing and Sanctions – particular circumstances, art. 3.6	page 10 of addendum 1 Department for Trade and Industry Export Licensing and Sanctions
23	Control of providing funds					
24	Control of providing transport services					
25	Control of importation	X	Customs and Excise Management Act (1979)	X	Customs and Excise Management Act (1979)	page 11 of the report page 10 of addendum 1
26	Extraterritorial applicability	X	1. Export Control Act (2008) 2. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003) 3. Trade in Goods (Control) Order (2003)	X	1. Export Control Act (2008) 2. Export of Goods, Transfer of Technology and Provision of Technical Assistance (Control) Order (2003) 3. Trade in Goods (Control) Order (2003)	page 12 of the report page 10 of addendum 1
27	Other	X	Uranium Enrichment Technology (Prohibition on Disclosure) Regulations (2004)			

Paragraphs 6, 7 and 8 (d) – Control lists, assistance, information**State:****United Kingdom of Great
Britain and Northern Ireland****Date:****13 December 2014**

Can information be provided on the following issues?		YES		Remarks
1	Control lists – items (goods/equipment/materials/technologies)	X	Member of NSG, AG, MTCR, ZC and WA and maintains and regularly updates detailed national export control lists	page 13 of the report
2	Control lists – other	X	List of pathogens and toxins in schedule 5 of the Anti-terrorism, Crime and Security Act	page 11 of addendum 1
3	Assistance offered	X	The United Kingdom is willing to provide assistance as appropriate in response to specific requests from States lacking the legal and regulatory infrastructure, implementation experience and/or resources for fulfilling the provisions of Security Council resolution 1540 (2004)	page 14 of the report
4	Assistance requested			
5	Assistance in place (bilateral/plurilateral/multilateral)	X	Bilateral/multilateral and European Union work continuing, aimed at providing guidance and technical advice on export control implementation and coordination	pages 11 and 12 of addendum 1
6	Information for industry	X	The Export Control Advisory committee with representation from trade associations and the government export control community meets regularly to discuss developments and areas of concern. In addition, an extensive awareness campaign for industry around the United Kingdom continues. Twenty-five seminars and training courses were held nationwide during 2006, attended by over 500 delegates from 180 organizations. Presentations are also given to individual companies. Along with a regularly updated website, the Exports Control Organization also maintains a web-based tool, the Goods Checker, to help exporters find out if their products are licensable	pages 16 and 17 of the report page 8 of addendum 2
7	Information for the public	X	Relevant information is disseminated through government websites, publications and leaflets	page 17 of the report